

SI EL HACHEMI ASSAD, SG DU HCA : « YENNAYER ET LE PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DEUX RENDEZ-VOUS AU SERVICE DE L'UNITÉ NATIONALE » **P5**

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mardi 13 Janvier 2026 / N° 1247 / Prix : 20 DA



Vladimir Petkovic :  
« J'assume les erreurs... » **P12**

RÉVISION DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE, RÉGULARISATION DU FONCIER, MODERNISATION, RENDEMENTS...

# LES SILLONS de la souveraineté alimentaire

*L'Algérie trace la voie d'une révolution agricole : étendre les terres cultivées à trois millions d'hectares, moderniser les outils et les pratiques pour augmenter les rendements et créer des emplois, relancer la production de viande et réviser la loi d'orientation. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.*



## AU MAROC, LA DROGUE, MOTEUR D'UNE ÉCONOMIE PARALLÈLE **P4**



Importation de navires de moins de 15 ans

**Une étape stratégique pour renforcer la flotte nationale** **P7**

Elle figure dans le «52 Places to Go»

## Oran dans le Top 10 du New York Times

Oran se hisse à la septième place du classement 2026 du New York Times des 52 meilleures destinations mondiales. La cité méditerranéenne séduit par son renouveau culturel, ses palais restaurés, ses balcons Art déco ainsi que par son statut de berceau du raï. Elle incarne une Algérie vibrante. **P6**





RETOUR SUR LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

# Immigration illégale, la main tendue du Président Tebboune

Le président Abdelmadjid Tebboune tend la main aux jeunes Algériens en situation irrégulière à l'étranger. Lors du Conseil des ministres, il a annoncé la régularisation de ceux ayant été induits en erreur et instrumentalisés contre le pays, tout en précisant que seuls les auteurs de délits graves ou de collusions avec des services étrangers sont exclus. Une mesure humanitaire et politique qui vise à protéger leur dignité et à prévenir toute manipulation visant à ternir l'image de l'Algérie.

PAR MEROUANE KORSO

Avec l'examen du rapport d'étape sur l'état d'avancement de la numérisation, le Conseil des ministres, tenu dimanche 11 janvier sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a examiné en profondeur le secteur agricole et les mesures devant améliorer autant la production que l'extension des surfaces agricoles, la feuille de route du secteur ainsi que le suivi de l'actuelle campagne labours-semailles 2025-2026 ayant été au menu de la réunion du Conseil des ministres. Ainsi, en vue d'augmenter autant la surface agricole utile que le taux de rendement par hectare, le président Tebboune a appelé le Gouvernement à "mobiliser tous les moyens" et à "assurer toutes les conditions nécessaires pour augmenter les capacités de production céréalière". Ainsi la feuille de route préconisée pour améliorer la production agricole passe par la "nécessité d'adopter les méthodes scientifiques dans toutes les étapes de la culture, selon une stratégie intégrée et avec la participation d'experts et d'ingénieurs agronomes, en tenant compte de la qualité des semences et de la spécificité de chaque région et de ses sols", indique le communiqué du Conseil, qui préconise également "la révision de la loi d'orientation agricole, y compris les mécanismes d'organisation et de régulation de la production agricole." Il y a lieu également, dans le cadre de cette feuille de route pour le secteur agricole, d'aller vers la réduction des importations mais sans provoquer de pénuries sur le marché local. Il s'agit de "travailler dans le secteur de l'agriculture selon la règle de la réduction des impor-

tations, sans créer de pénurie sur le marché, en encourageant la création de coopératives spécialisées, notamment avec les nouvelles mesures incitatives que l'État continue d'accorder", explique textuellement le Conseil. Sur le dossier des viandes (rouges et blanches), le président de la République a chargé le ministre de l'Agriculture de "trouver des solutions appropriées et urgentes pour relancer la production (de viandes rouges et blanches), de manière à répondre aux besoins du marché national". Cet objectif doit se faire en association avec "les producteurs et les éleveurs", préconise le président Tebboune. Sur le dossier du foncier agricole, le président de la République, a réaffirmé, s'appuyant sur le principe de «la terre appartient à celui qui la cultive», l'engagement de l'État "à poursuivre la régularisation du foncier agricole au profit des intervenants et de ceux activant sur le terrain, afin d'atteindre les meilleurs niveaux de production." Par ailleurs et sur l'actuelle campagne labours-semailles 2025-2026, les objectifs suivants ont été fixés par le président Tebboune : extension de la surface agricole cultivée à trois (3) millions d'hectares, et réaffirmation du caractère urgent de l'importation de matériel agricole destiné à la récolte, notamment pour les céréales, dont le maïs et le tournesol. Selon le département américain de l'agriculture (USDA), la production de blé devait atteindre en 2025 environ 3,2 millions de tonnes, soit 0,2 million de tonnes de plus que la saison 2024-2025 et 0,5 million de tonnes de plus que la saison 2023-2024. Le rendement moyen du blé est estimé à 1,78 tonne par hectare pour la campagne 2025-2026, ce qui représente une progression de

0,11 tonne par rapport à la saison précédente et de 0,28 tonne par rapport à 2023-2024, selon la même source. L'autre dossier examiné en fin de séance a été celui de l'immigration clandestine sur laquelle le président de la République a pris une importante décision concernant les jeunes Algériens en situation précaire et irrégulière à l'étranger. Il a ainsi décidé de la régularisation de la situation de ces jeunes Algériens, qui ont été induits en erreur, et "à des fins d'instrumentalisation contre leur pays", explique le communiqué du Conseil des ministres. "Le Président de la République a lancé un appel aux jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation de précarité et irrégulière, ayant été délibérément induits en erreur par des individus qui se croyaient capables de nuire à la crédibilité de l'État en les instrumentalisant à l'étranger contre leur pays", précise le communiqué, qui ajoute que «la plupart de ces jeunes n'ont commis que des infractions légères, comme la crainte d'une simple convocation par la police ou la Gendarmerie nationale pour être entendus sur des faits liés à l'ordre public ou d'autres motifs similaires.» Sur ce dossier délicat, le Président Tebboune met alors le curseur sur ceux "qui voulaient utiliser les statistiques relatives à 'la harga' pour ternir l'image de l'Algérie dans le but de semer le désarroi parmi les jeunes, afin qu'ils quittent illégalement l'Algérie. Ces jeunes se trouvent aujourd'hui loin de leur patrie, de leurs proches et de leurs amis, souffrent de pauvreté extrême et de misère, et sont réduits à exécuter des tâches humiliantes, tandis que certains sont instrumentalisés contre leur pays.» L'allusion aux milieux politiques hostiles à l'Algérie ne fait aucun



doute puisque le Président Tebboune ajoute que "de telles situations ne méritent pas toute cette peine car ces jeunes peuvent être instrumentalisés par des milieux criminels mafieux, ce qui risque de salir leur réputation, que ce soit dans le pays où ils se trouvent ou dans celui qu'ils ont quitté". Par conséquent, "le Conseil des ministres, réuni ce jour sous la présidence de Monsieur le président de la République, et en accord total entre toutes les institutions de la République, a pris la décision de régulariser la situation de ces Algériennes et Algériens, à condition qu'ils s'engagent à ne pas récidiver", explique-t-on de même source. Selon le communiqué du Conseil des ministres, "la mise en œuvre des procédures liées à cette décision sera assurée par les consulats d'Algérie à l'étranger jusqu'au retour des enfants d'Algérie vers leur mère patrie". Pour autant, "les auteurs de crimes de sang, de trafic de drogue, de trafic d'armes, ainsi que toute personne ayant collaboré avec des services de sécurité étrangers dans le but de porter atteinte à sa patrie, l'Algérie, sont exclus de cette mesure", conclut le communiqué. Cette mesure est importante et vitale sur le plan politique et diplomatique, puisqu'elle va également permettre à ces jeunes Algériens sans papiers et résidant illégalement à l'étranger de pouvoir rentrer au pays dans des conditions humaines dignes. Selon des rapports internationaux, plusieurs milliers de jeunes algériens résident à l'étranger en situation irrégulière, sans papiers et sans emploi. ■

## Questions orales et écrites en séance plénière

### LES MINISTRES TENUS D'APPORTER DES RÉPONSES CLAIRES ET PRÉCISES

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a instruit les membres du gouvernement de répondre aux questions orales et écrites des députés, en leur accordant une priorité absolue. Dans une correspondance adressée au président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ibrahim Boughali, citée dans les colonnes du journal El Khabar, Ghrieb a indiqué que des instructions ont été données aux membres du gouvernement afin d'assurer leur participation personnelle et régulière aux séances plénières consacrées aux questions orales, organisées hebdomadairement en alternance entre l'APN et le Conseil de la nation. Il a insisté sur la nécessité de fournir des explications exhaustives et des données précises, permettant de donner une image claire des politiques publiques et des projets de développement. Le Premier ministre a révélé avoir adressé, le 4 décembre dernier, une

correspondance aux membres du gouvernement pour souligner l'importance d'une prise en charge effective des réponses aux questions orales et écrites émanant des parlementaires, considérées comme faisant partie des priorités de l'action gouvernementale. Il a précisé que les ministres concernés prendront part aux séances plénières dédiées aux questions orales, tenues chaque semaine par les deux chambres du Parlement, sauf en cas de contraintes liées à une activité présidentielle ou à une mission officielle à l'étranger. Dans ces cas, les réponses devront néanmoins être précises et de qualité. Il a ajouté que, lorsque le membre du gouvernement concerné se trouve dans l'impossibilité d'assister à la séance pour les raisons évoquées, le ministre chargé des Relations avec le Parlement sera chargé de répondre en son nom, afin d'assurer la prise en

charge des questions programmées. Cette correspondance fait suite aux plaintes formulées par les présidents des groupes parlementaires lors de la rencontre qui les a réunis avec le Premier ministre en octobre dernier. Ces derniers avaient exprimé leur mécontentement face à l'absence répétée de certains ministres lors des séances de questions orales, ou à l'annulation de leur participation à la dernière minute sous prétexte d'engagements urgents, ce qui a, selon eux, vidé cet outil de contrôle de sa substance. Les députés ne manquent pas, par ailleurs, de critiquer le faible niveau d'interaction de l'Exécutif avec les questions orales et la lenteur dans les réponses, entraînant une perte d'efficacité de ce mécanisme. Ils relèvent également que les réponses fournies par certains membres du gouvernement manquent souvent de précision et d'engagement concret, se limitant à des généralités ou à des rappels du cadre juridique et réglementaire, sans proposer de solutions pratiques ni fixer de délais clairs pour le traitement des problèmes soulevés. Une situation qui, selon eux, affaiblit le rôle de contrôle des députés et laisse les citoyens sans réponses claires à leurs préoccupations. Les parlementaires s'opposent également à la programmation de réponses à des questions ayant perdu leur pertinence ou leur

caractère d'actualité, certaines remontant parfois à plus d'une année. À l'inverse, certains estiment que ce mécanisme de contrôle a parfois été détourné à des fins de visibilité médiatique, notamment à l'approche de la fin de la législature. Alors que plusieurs tentatives ont été engagées par le passé pour réformer ce dispositif et faire face au nombre élevé de questions orales - à travers, notamment, un filtrage préalable ou la création d'une application électronique pour l'enregistrement et le suivi des questions orales et écrites -, de nombreux espoirs sont désormais placés dans le nouveau règlement intérieur. Celui-ci prévoit, entre autres, de limiter chaque député à une seule question orale par séance, de donner la priorité à la question déposée en premier lorsqu'elles portent sur un même sujet, d'obliger le député à respecter le texte de la question tel que déposé auprès du bureau de l'Assemblée, de ne pas reporter une question plus d'une seule fois, et de la transformer en question écrite en cas d'absence injustifiée. Le règlement interdit également les questions contraires à la Constitution, celles liées à des affaires personnelles, ou portant atteinte à la réputation de l'État ou à sa sécurité, ainsi que la répétition des mêmes préoccupations ou le fait d'adresser une même question à plusieurs membres du gouvernement. R. N.



Quotidien national  
d'information édité par la

**SARL ADRA COM**  
Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader Safir,  
02 Rue Farid Zoulouache,  
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz  
www.lexpressquotidien.dz  
TEL/fax: 023.70.99.92  
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

**NOURDINE BRAHMI**

DIRECTEUR HONORAIRE:

**ZAHIR MEHDAOUI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

**RABAH YUCEF RABAH**

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
L'Entreprise Nationale de communication  
d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz  
Programation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

**Impression:**  
**Société d'Impression**  
**d'Alger (SIA)**

**Diffusion:**  
**Media Distribution**

Les manuscrits, photographies ou  
tout autre document et illustration  
adressés ou remis à la Rédaction ne  
sont pas rendus et ne peuvent faire  
l'objet d'une réclamation.



RÉVISION DE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE, RÉGULARISATION DU FONCIER, MODERNISATION, RENDEMENTS...

# Les sillons de la souveraineté alimentaire

*La transformation durable du secteur agricole, dans l'optique de répondre aux défis de la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la réduction des importations, et la consolidation de la croissance économique constituent quelques-uns des volets clés examinés par le dernier Conseil des ministres présidé le 11 janvier 2026 par le président de la République.*

PAR SALIMA H

Au cœur de la stratégie agricole nationale ébauchée par le Conseil des ministres, figurent l'objectif d'étendre la surface agricole cultivée à trois millions d'hectares lors de la campagne 2025-2026, ainsi que le caractère urgent de l'importation de matériel agricole destiné à la récolte, notamment pour les cultures céréalières, le maïs et le tournesol, afin de stabiliser l'approvisionnement du marché. Le secteur contribue actuellement à hauteur de 14,5 % au PIB national et emploie plus de 2,6 millions de personnes, mais il n'exploite que 8,5 millions d'hectares. Le gouvernement est en outre encouragé à franchir une nouvelle étape dans la stratégie agricole nationale, en consolidant les acquis récents, et en boostant la modernisation du secteur pour insuffler une nouvelle dynamique et accroître la production, les rendements et la diversification des cultures. Ab-

delmadjid Tebboune a ordonné la poursuite de l'organisation et la modernisation du secteur et le maintien, en tête des priorités, de l'objectif d'augmentation du taux de production par hectare. Il a ainsi instruit le gouvernement «de mobiliser tous les moyens et d'assurer les conditions nécessaires pour augmenter les capacités de production céréalière, au vu de la volonté et de la détermination à moderniser ce secteur stratégique auquel le président de la République attache une extrême importance », indique le communiqué diffusé à l'issue de la réunion. Le secteur, qui enregistre actuellement un rendement moyen en céréales à seulement 18 quintaux par hectare, a affiché récemment l'ambition d'atteindre, d'ici cinq ans, 35 à 40 quintaux de rendement céréaliier par hectare, en tirant profit de l'ampleur du potentiel agricole inexploité et d'une transformation structurelle fondée notamment sur une approche scientifique, la numérisation et la gestion rationnelle des ressources



hydriques. Le Conseil des ministres insiste en outre sur «la nécessité d'adopter les méthodes scientifiques dans toutes les étapes de la culture, selon une stratégie intégrée et avec la participation d'experts et d'ingénieurs agronomes, en tenant compte de la qualité des semences et de la spécificité de chaque région et de ses sols.» En matière de production de viandes, «le président de la République a ordonné à Monsieur le ministre de l'Agriculture de trouver des solutions appropriées et urgentes pour relancer la production de viandes rouges et blanches, de manière à répondre aux besoins du marché national, en associant les producteurs et les éleveurs », détaille par ailleurs le communiqué du Conseil des mi-

nistres. Sur le plan législatif, il s'agit pour le gouvernement, selon les orientations du Conseil des ministres, de s'atteler à «la révision de la loi d'orientation agricole, y compris les mécanismes d'organisation et de régulation de la production agricole», afin de doter le pays d'un cadre législatif moderne et adapté aux défis actuels, avec la participation de spécialistes et d'experts. Par ailleurs, «partant du principe que «la terre appartient à celui qui la cultive», Monsieur le Président a réaffirmé l'engagement de l'État à poursuivre la régularisation du foncier agricole au profit des intervenants et de ceux activant sur le terrain, afin d'atteindre les meilleurs niveaux de production », indique également le communiqué. ■

## LA PHOENICICULTURE EN FÊTE



Ouargla s'apprête à célébrer son emblème agricole. En effet, la wilaya abritera, du 15 au 17 janvier prochain, la troisième édition de la Fête du palmier, une manifestation

dédiée à la valorisation du patrimoine phoenicicole et à la promotion du tourisme local. Initiée par la commission de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat de l'Assemblée populaire de wilaya, et organisée sous l'égide du wali Abdelghani Filali, cette édition se tiendra sous le thème : « Le palmier, retour aux sources et promotion du tourisme ». Au programme, une palette d'activités mêlant culture, science et découverte. Les organisateurs annoncent notamment une journée d'étude consacrée à l'innovation numérique dans la chaîne de production des dattes, de la palmeraie jusqu'aux marchés internationaux, mettant en lumière les nouvelles technologies au service de la filière. La manifestation ambitionne également de souligner le rôle stratégique du palmier dattier dans le développement agricole et économique, à travers des échanges sur l'amélioration des rendements, la transformation et la commercialisation des produits issus de la phoeniciculture. Une exposition thématique viendra enrichir l'événement, avec la présentation des différentes variétés de dattes, des industries de transformation, des produits dérivés du palmier, ainsi qu'une sélection d'objets d'artisanat traditionnel réalisés à partir de ses sous-produits.

## VIANDES ROUGES L'État mise sur l'abondance pour contenir les prix

À l'approche du mois de Ramadhan, l'opération d'importation de viandes rouges décidée par le président Abdelmadjid Tebboune est entrée dans sa phase opérationnelle, avec les premières cargaisons déjà réceptionnées. Aux commandes du dispositif, le groupe public Agro-logistique (Agrolog) pilote l'arrivée de 72 000 têtes de bovins et 140 000 ovins, importés d'Espagne, de Roumanie et du Brésil, en partenariat avec des opérateurs privés. L'objectif est clair : inonder le marché de quantités suffisantes pour contenir les prix durant la période de forte consommation. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Près de 20 000 moutons et 5 000 bovins ont déjà foulé le sol algérien. Le reste suivra par vagues successives. Les animaux seront abattus dans les abattoirs publics avant d'être acheminés vers un réseau de 400 points de vente, déployés à travers 58 wilayas. Ce choix d'importer le bétail vivant n'est pas anodin. Il permet non seulement de créer des emplois tout au long de la chaîne de transformation, mais aussi de valoriser les peaux, un gisement économique souvent négligé. Au total, l'opération devrait générer près de 18 000 tonnes de viandes rouges, un volume arrêté lors de réunions de coordination associant notamment ALVIAR, l'ONAB et des partenaires privés. Côté prix, le message est rassurant. Le kilogramme de viande ovine ne devrait pas dépasser 1 860 dinars, avec des tarifs volontairement alignés sur ceux pratiqués lors du précédent Ramadhan. D'autres points de vente pourraient même voir le jour, notamment dans les wilayas



nouvellement créées, en concertation avec les autorités locales. Sur le terrain, l'initiative est bien accueillie. À la Fédération algérienne des consommateurs, on salue une opération rapide et efficace, capable d'alléger la facture des ménages. Si la FAC plaide pour un renforcement durable de la production nationale, elle reconnaît toutefois que l'importation de bétail vivant constitue une option pertinente, tant pour l'offre que pour les retombées économiques annexes. L'effort ne se limite pas aux viandes rouges. Les pouvoirs publics misent également sur la stabilité des viandes blanches. Pas question d'importer de la volaille cette année : la production locale est jugée suffisante. Un stock prévisionnel de 20 000 tonnes est d'ores et déjà annoncé. Enfin, pour éviter toute tension sur les produits de large consommation, des réserves conséquentes ont été constituées : 60 000 tonnes de pomme de terre, 15 000 tonnes d'oignons, 3 000 tonnes d'ail et 6 000 tonnes de pommes. Un dispositif global pensé pour que, durant le mois sacré, l'abondance l'emporte sur la spéculation. ■

## Éditorial l'EXPRESS

### Renouveau agricole

PAR AIDA MOUNI

Lors du dernier Conseil des ministres, présidé dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'agriculture a été placée au centre d'une feuille de route ambitieuse, marquant une nouvelle étape dans la volonté de l'État d'assurer la sécurité alimentaire nationale et de réduire la dépendance extérieure. L'instruction donnée au Gouvernement est de mobiliser tous les moyens pour augmenter les capacités de production céréalière et moderniser un secteur stratégique, trop longtemps confronté à des limites structurelles. Il s'agit d'adopter une approche intégrée, scientifique, où chaque étape de la culture repose sur l'expertise d'ingénieurs agronomes, en tenant compte de la qualité des semences et des spécificités pédoclimatiques de chaque région. La révision de la loi d'orientation agricole, avec ses mécanismes de régulation et d'organisation de la production, constitue une étape essentielle pour clarifier les droits des exploitants et renforcer la structuration du secteur. Le principe selon lequel « la terre appartient à celui qui la cultive » se traduit par un engagement ferme de l'État à régulariser le foncier agricole au profit des acteurs sur le terrain, condition indispensable pour atteindre des niveaux de production optimaux. L'objectif de porter la surface agricole cultivée à trois millions d'hectares illustre l'ambition du président de la République. Pour y parvenir, des mesures immédiates sont prévues. L'importation urgente de matériel agricole moderne, notamment de moissonneuses et de machines de semis de moins de cinq ans, permettra d'augmenter la productivité, de sécuriser les récoltes de céréales, de maïs et de tournesol, et de réduire les coûts. Ces décisions traduisent une compréhension fine de l'agriculture contemporaine, où technologie et savoir-faire doivent converger pour transformer l'efficacité des exploitations. Parallèlement, le Président Abdelmadjid Tebboune a souligné la nécessité de relancer la production de viandes rouges et blanches, dans une logique de marché national sécurisé, en associant producteurs et éleveurs et en favorisant la création de coopératives spécialisées. L'approche proposée se veut plus qu'une simple réponse conjoncturelle, mais une stratégie durable, visant à réduire progressivement les importations sans générer de pénurie, tout en diversifiant l'économie hors hydrocarbures. L'Algérie se trouve à un moment charnière. L'agriculture, pilier de souveraineté et levier économique, se transforme pour répondre aux défis contemporains. L'exécution de cette feuille de route, si elle est rigoureuse et accompagnée des moyens nécessaires, pourrait marquer le début d'un « véritable renouveau agricole », fondé sur la modernisation, la science et la rationalité, et non sur les seuls impératifs immédiats. Le pays, à travers cette démarche, réaffirme encore plus sa volonté de « contrôler » son « destin alimentaire » tout en consolidant une politique agricole cohérente et ambitieuse.



## En Espagne

SAISIE RECORD  
DE DIX TONNES  
DE COCAÏNE SUR  
UN CARGO EN  
PLEINE MER

La police espagnole a annoncé lundi avoir saisi près de dix tonnes de cocaïne la semaine dernière à bord d'un bateau transportant du sel dans l'océan Atlantique. Cette opération représente «la plus importante saisie» de ce type réalisée en haute mer par les forces de police espagnoles. L'intervention, conduite par des unités spéciales, a permis d'intercepter un cargo battant pavillon camerounais. Selon les autorités, ce navire était relié à «une organisation multinationale» opérant dans le narcotrafic. Il faisait route depuis le Brésil pour rejoindre l'Europe lorsqu'il a été intercepté. Au total, treize personnes ont été arrêtées dans le cadre de cette opération. La drogue, soigneusement dissimulée dans 294 sacs, ainsi qu'une arme de poing, ont été saisies. La police a précisé que la cargaison contenait exactement 9,994 tonnes de cocaïne, camouflées dans un transport de sel. Les forces de l'ordre se sont félicitées de cette prise exceptionnelle, qualifiée de «la plus grande saisie de cocaïne en haute mer de toute l'histoire» pour la police nationale. Selon leur communiqué, cette opération représente «un coup historique» infligé au trafic international de drogue. La police a également salué la coopération avec la DEA américaine, l'agence fédérale états-unienne dédiée à la lutte contre les stupéfiants, ainsi qu'avec les autorités françaises, portugaises et brésiliennes. En octobre 2025, une autre saisie notable avait déjà eu lieu lorsque la police espagnole avait intercepté 6,5 tonnes de cocaïne à bord d'un navire près des îles Canaries. L'année précédente, 13 tonnes dissimulées dans un conteneur rempli de bananes avaient été découvertes dans le port d'Algésiras, en Andalousie. Ces prises figuraient alors parmi les plus importantes jamais réalisées en Espagne. Plus récemment encore, en octobre dernier, les autorités avaient annoncé avoir saisi 20 tonnes de cannabis qui étaient cachées dans deux camions frigorifiques remplis de poivrons en provenance du Maroc. L'opération s'était soldée par l'arrestation de vingt personnes et le démantèlement de deux réseaux criminels. Grâce à ses liens étroits avec l'Amérique latine et le Maroc, régions clés pour la production et le transport de drogues, mais aussi grâce à sa situation géographique stratégique, l'Espagne est considérée comme une des principales portes

## AU MAROC

La drogue, moteur  
d'une économie parallèle

*Le trafic de drogue lié au Maroc a changé d'échelle et de nature comme le souligne un rapport du site « N'oubliez pas le Sahara occidental ». Il ne s'agit plus d'un phénomène criminel marginal, mais d'un pilier structurant d'une économie parallèle profondément enracinée. De la production massive de cannabis dans le Rif à l'acheminement de cocaïne vers l'Europe et l'Afrique, ce système alimente corruption, violence et instabilité régionale, tout en posant une menace directe pour la sécurité internationale.*

PAR HAKIM H.

Un rapport publié par le site « N'oubliez pas le Sahara occidental » a souligné l'ampleur continue du trafic de drogue associé au Maroc. Il affirme que ce phénomène ne peut plus être considéré comme une simple activité criminelle isolée, mais qu'il représente désormais une partie intégrante d'une économie parallèle solidement établie, posant un risque sérieux pour la communauté internationale. Le Maroc n'a pas attendu pour transformer la production de cannabis dans le Rif en une industrie à grande échelle. Des décennies de tolérance institutionnelle ont permis à ces réseaux de s'organiser, de prospérer sans contrôle financier ni judiciaire, et de dégager des profits colossaux. Loin d'un business local, ce trafic cible voracement l'Europe, où il alimente une violence croissante des gangs étrangers – un enjeu sécuritaire qui appelle une riposte internationale. Ces revenus ne se

contentent pas d'arroser les trafiquants. Ils servent de levier pour le chantage, les négociations obscures et le financement de lobbies ou d'activités illégales. Au fil des générations, ce qui n'était qu'un dysfonctionnement s'est mué en corruption systémique, minant la stabilité des voisins : Afrique du Nord, Sahel, Europe. Tensions sociales et insécurité explosent dans le sillage de ces flux toxiques. Rabat va plus loin : le royaume s'est imposé comme hub logistique mondial, canalisant non seulement la résine de cannabis, mais aussi des tonnes de cocaïne vers l'Europe et l'Afrique. Les outils ? Bateaux high-tech, pistes désertiques, hélicos slalomant au-dessus du détroit de Gibraltar, et tunnels reliant le Maroc à Ceuta. Pas d'amateurisme ici : une coordination méthodique, des compétences techniques pointues. La faute n'incombe pas qu'aux passeurs, mais aussi aux gardiens de frontières censés veiller au grain. Ce trafic incarne une géopolitique atypique, à l'image de l'ins-



trumentalisation des migrants pour faire plier l'Espagne et légitimer l'occupation du Sahara occidental. Nier cette réalité serait une faute majeure. Le rapport tranche : on n'est plus face à du crime isolé, mais à un moteur d'économie souterraine qui

ronge les institutions du Makhzen. Frontières et ports deviennent des passoires, marchés locaux des laves à cash, société civile le dindon de la farce – violence et corruption en prime. Une crise profonde, qui appelle des réponses radicales. ■

LA LIGUE POUR LA PROTECTION DES PRISONNIERS SAHRAOIS  
TIRE LA SONNETTE D'ALARME

## Deux étudiants sahraouis en grève de la faim



Deux étudiants sahraouis détenus dans les geôles marocaines ont entamé une grève de la faim pour protester contre les violations de leurs droits, notamment les mauvais traitements dont ils sont victimes, a indiqué lundi la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons ma-

rocaines, exigeant leur « libération immédiate et inconditionnelle ». « Les étudiants et détenus civils sahraouis Salah Eddine Sabbar et Brahim Babait ont entamé une grève de la faim d'avertissement de 48 heures », a précisé la Ligue dans un communiqué. Cette action vise à « protester contre le traitement

dégradant et la discrimination systématique qu'ils subissent dans la prison d'Aït Melloul, près d'Agadir, ainsi que contre la politique discriminatoire appliquée par l'administration pénitentiaire marocaine », a déclaré cette organisation de défense des droits humains. Les deux étudiants ont été condamnés à huit mois de prison ferme pour leurs opinions et positions politiques pacifiques en faveur de la cause sahraouie. Depuis leur incarcération, « ils ont subi une série de violations incluant des mauvais traitements, la destruction de leurs effets personnels, une cohabitation avec des détenus de droit commun dangereux dans des cellules surpeuplées, ainsi que des incitations à la haine de la part des fonctionnaires de la prison », a détaillé la Ligue. Selon les informations recueillies par la Ligue, Brahim Babait souffre d'une « détérioration importante de son état de santé, nécessitant des soins médicaux urgents ». Les deux jeunes hommes attendent toujours le pro-

cès en appel concernant la sentence prononcée à leur encontre. La Ligue tient la délégation générale de l'administration pénitentiaire marocaine pour « responsable de l'intégrité physique et psychologique » des deux prisonniers et exige leur « libération immédiate et inconditionnelle, en tant que prisonniers d'opinion », tout en appelant à « l'ouverture d'une enquête impartiale sur toutes les violations dénoncées ». Elle exige également la « fourniture de soins médicaux appropriés » et « la garantie de conditions de détention dignes et humaines », ainsi que « la cessation de la politique de discrimination et de harcèlement systématique contre les prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines ». La Ligue appelle la communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme à « exercer des pressions sur le Maroc afin de garantir le respect des droits fondamentaux des détenus sahraouis ». ■

L'Armée sahraouie attaque les positions des forces  
d'occupation marocaines dans la zone de Mahbès

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé des positions des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Mahbès, leur infligeant

« d'importantes pertes humaines et matérielles », indique un communiqué militaire du ministère sahraoui de la Défense nationale. « Des unités avancées de l'armée sahraouie ont ciblé, samedi, par des bombardements intenses, le poste de commandement d'un bataillon ennemi dans la région de Rouss Lahtiba, dans le secteur de Mahbès, ainsi qu'un groupe tactique relevant de l'armée d'occupation marocaine dans la région d'Oum Lagta, toujours dans le même secteur », précise le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'APLS contre l'armée marocaine se poursuivent, « lui infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte », conclut le communiqué.



## DIALOGUE SOCIAL ET STABILITÉ DU TRANSPORT

## Le Président Tebboune reçoit Azzouz Nasri

« L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) a réagi à l'audience qu'a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri. L'ONTA estime que cette audience constitue un indicateur fort de la volonté de l'État d'être à l'écoute des préoccupations des professionnels et de traiter avec responsabilité les défis de ce secteur vital. Le syndicat a exprimé son souhait de voir cette interaction institutionnelle aboutir à des décisions concrètes contribuant à organiser la profession, à améliorer les conditions de travail et à garantir la stabilité du secteur. »

PAR MERIEM K.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, lors d'une audience à laquelle ont assisté le directeur de cabinet de la présidence de la République et le conseiller auprès du président de la République chargé des affaires sociales, respectivement Boualem Boualem et Mustapha Saïdj. Au cours de cette réunion, le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, a remis au président de la République un rapport faisant état des conclusions de sa rencontre avec une délégation représentant les principales organisations syndicales du secteur tenue jeudi dernier. En ce jour, Azzouz Nasri avait assuré les syndicalistes qu'il ferait un compte rendu exhaustif de leurs échanges au plus haut niveau de l'État. Ainsi, le document soumis au président de la République devrait

contenir les échanges intervenus avec les représentants des syndicats des transporteurs, leurs principales revendications ainsi que les pistes de solutions évoquées. Dans ce sens, l'ONTA a considéré dans un communiqué rendu public que l'audience accordée par le Président Tebboune au président de la chambre haute du Parlement témoigne de « l'engagement » de l'État à prendre en charge les préoccupations des professionnels du secteur des transports. Pour le syndicat, ce geste illustre une volonté de « traiter avec sérieux les défis auxquels est confronté le secteur ». Le syndicat a ainsi exprimé son souhait que cette démarche aboutisse à des mesures concrètes. « Nous souhaitons que cette interaction institutionnelle aboutisse à des décisions concrètes contribuant à organiser la profession, à améliorer les conditions de travail et à garantir la stabilité du secteur au profit des professionnels et des citoyens.



## Les syndicalistes privilégient le dialogue

Le syndicat a également réaffirmé son soutien continu à l'approche du dialogue institutionnel et sa disponibilité permanente à contribuer aux efforts visant à « promouvoir le service public » et à « renforcer la confiance entre les différents acteurs ». L'ONTA a souligné en outre son engagement à travailler de manière constructive avec tous les partenaires, dans un esprit de responsabilité et de respect mutuel. Il est à noter que le secteur des transports a connu, durant la première semaine de l'année, une perturbation en raison des dispositions contenues dans le projet de loi portant nouveau

Code de la route, qui a suscité une vive inquiétude parmi les professionnels. En réponse, les autorités ont ouvert la voie du dialogue avec ses partenaires sociaux afin de contenir la crise et d'éviter son extension, reflétant ainsi le souci de l'État de concilier les intérêts des citoyens et la stabilité du secteur. Ainsi, les syndicats ont annoncé à l'issue de la réunion qu'ils avaient eue avec M. Nasri la reprise progressive de l'activité de transport sous toutes ses formes sur le territoire national après quelques jours de perturbation. Il a précisé que ce retour à la normale se déroule de manière régulière. Les syndicats ont réaffirmé leur détermination à garantir la continuité du service public et à sa-

tisfaire les besoins des usagers, tout en insistant sur le respect des principes de responsabilité et de discipline. Pour sa part, le ministère de l'Intérieur a décidé la semaine écoulée de relancer le Conseil national du transport routier (CNTR), composé des représentants du ministère de l'Intérieur, du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics, du ministère de l'Industrie, du ministère des Moudjahidine et des syndicats du secteur. Le CNTR est censé intervenir sur les questions liées à la tarification, à l'importation des pièces de rechange, au renouvellement du parc national de transport routier, aux impôts, à la réglementation régissant la profession. ■

## SI EL HACHEMI ASSAD, SG DU HCA :

## « Yennayer et le Prix du président de la République, deux rendez-vous au service de l'unité nationale »



Célébrer Yennayer, « c'est célébrer l'attachement à la terre, à la mémoire collective et aux valeurs profondes de l'Algérie plurielle et éternelle », a indiqué hier le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité, Si El Hachemi Assad, lors de son passage à l'émission « L'invité du jour » sur la Chaîne 3 de la Radio algérienne. La clôture des festivités nationales officielles de Yennayer 2976, qui se déroulent cette année dans la wilaya de Béni Abbès, devrait être marquée par la remise du prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes. Ce prix, qui en est à sa 6<sup>e</sup> édition, a été institué en août 2020 sur décision du président de la République Abdelmadjid Tebboune. Ce prix s'inscrit dans une politique de promotion de la langue amazighe et de valorisation de la création littéraire dans toutes ses expressions. Pour cette édition, 103 candidats ont été enregistrés, venant enrichir un dispositif qui compte déjà plus de 600 inscrits cumulés depuis son lancement. Les œuvres primées lors des éditions précédentes sont aujourd'hui dispo-

nibles sous forme d'ouvrages ou d'applications numériques, destinées aux chercheurs, universitaires et professionnels des médias. C'est dans ce contexte que M. Assad a souligné que « cette double célébration, Yennayer et la remise du Prix du président de la République, constitue désormais un rendez-vous national structurant, à la fois symbolique et culturel ». Un choix qui, selon M. Assad, relève d'une décision stratégique. « Le choix de Béni Abbès est celui du président de la République. Il s'agit de donner un sens fort à cette mission en célébrant Yennayer d'une manière grandiose dans une wilaya nouvellement créée, en associant pleinement les citoyens, la société civile et les autorités locales », a-t-il expliqué. Depuis six mois, le HCA a pris en charge la conception globale de l'événement, en coordination avec une commission nationale installée en septembre dernier. « Cette commission est nationale dans le sens où il fallait impliquer plusieurs partenaires afin d'assurer un contenu riche, cohérent et représentatif de la dimension nationale de Yennayer », a précisé le secrétaire général du HCA. L'édition 2026 se distingue également par une innovation majeure. Il s'agit de l'organisation d'une caravane culturelle au départ d'Alger vers Béni Abbès à bord d'un train spécialement affrété. « Il est important d'innover à chaque édition. Cette année, nous avons voulu offrir aux participants la possibilité de se déplacer ensemble sous forme de caravane, par le biais d'un train réquisitionné pour l'événement », a déclaré M. Assad, remerciant au passage les secteurs des transports et de l'intérieur pour leur accompagnement. Sur le plan identitaire, le secrétaire général du HCA a rappelé que « l'amazighité constitue un fondement authentique de l'identité algérienne, dans sa complémentarité avec l'islam et la langue arabe », précisant que cette vision est consacrée par la Constitution de novembre 2020. « Le tamazight, qui est cité dans le préambule et l'article 4, engage l'État à promouvoir la langue amazighe dans toutes ses variantes linguistiques en usage sur le territoire national », a-t-il souligné. ■

## Solidarité nationale

## Mouloudji célèbre Yennayer avec les pensionnaires des établissements de son secteur



La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, dimanche soir à Alger, une cérémonie festive organisée au profit des personnes âgées et des enfants résidant dans les établissements relevant du secteur de la solidarité nationale, à l'occasion des célébrations du Nouvel An amazigh « Yennayer 2976 ». À cette occasion, la ministre a partagé l'ambiance de la fête du Nouvel An amazigh avec les aînés et les enfants dans une atmosphère familiale joyeuse, en présence de représentants d'organismes nationaux, de parlementaires, d'autorités locales et d'acteurs de la société civile. La célébration a mis en valeur la richesse du patrimoine culturel amazigh à travers diverses animations traditionnelles. Elle a également été marquée par la distribution de cadeaux aux personnes âgées et aux enfants présents, qui ont suscité une grande joie parmi eux. Cet événement s'inscrit dans la politique du ministère visant à promouvoir l'inclusion sociale, à valoriser les traditions culturelles nationales et à offrir des moments de convivialité aux populations vulnérables, notamment en cette période festive du Yennayer, officiellement reconnu comme jour férié en Algérie depuis 2018.



PRIX NATIONAL DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS

Sept lauréats distingués

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports s'apprête à lancer la troisième phase de la généralisation du système national de numérisation pour l'immatriculation des véhicules, une étape visant à intégrer tous les véhicules précédemment immatriculés dans le nouveau système sur l'ensemble du territoire national.



PAR INES B.

Cette édition a connu la participation de plus de 620 artisans issus de différentes wilayas du pays, qui ont présenté 674 produits artisanaux. 303 artisans ont été sélectionnés pour 353 pro-

duits, selon un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Le travail de la commission pour le Prix national de l'artisanat et des métiers en Algérie a consisté à sélectionner les meilleurs artisans parmi les candidats soumis au concours national, en évaluant la qualité des œuvres présentées dans diverses spécialités (textiles, céramique, travail du métal, etc.). Ces com-

missions, à la fois nationales et locales (wilayas), ont pour rôle de mettre en valeur le savoir-faire ancestral, d'encourager la créativité et la concurrence, et de soutenir le secteur de l'artisanat pour dynamiser les économies locales et nationales. Les commissions nationales sont composées de membres représentant divers secteurs de l'artisanat, avec des commissions ré-

gionales qui présélectionnent les représentants des wilayas. La commission a examiné un grand nombre d'objets artisanaux pour choisir les lauréats, et 42 produits ont été qualifiés pour la phase finale, selon le ministère. Lors de la sélection finale, 7 produits ont été choisis pour leur distinction du prix national de l'artisanat et des métiers pour l'année 2025. Le Prix national de l'artisanat et des métiers récompense chaque année les meilleurs artisans du pays, avec des cérémonies récentes en janvier 2025 qui ont mis en lumière 8 gagnants parmi 316 participants, valorisant la créativité et l'économie artisanale, notamment pour les artisans à mobilité réduite et les femmes, soulignant le soutien gouvernemental via le ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Des événements comme le Salon national de l'artisanat traditionnel à Oran (déc. 2024-janv. 2025) complètent ces prix, introduisant des labels qualité pour promouvoir les produits authentiques et le savoir-faire algérien. L'objectif étant d'encourager la concurrence, perfectionner les travaux et booster l'économie artisanale, nationale et internationale. Un nombre important d'artisans, y compris ceux handicapés, ont concouru. Des prix ont été décernés dans différentes spécialités, récompensant l'excellence. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat assure un soutien continu, notamment aux artisans des zones rurales. Le Prix national de l'artisanat et des métiers est une initiative annuelle soutenue par le gouvernement algérien pour valoriser le patrimoine artisanal, promouvoir les créateurs et renforcer les marchés, avec des cérémonies et salons qui ponctuent l'année, comme celle de janvier 2025. Le Prix national de l'artisanat et des métiers distingue chaque année des artisans exceptionnels lors d'une cérémonie présidée par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, récompensant innovation et créativité dans des catégories comme la céramique, le bois, le métal ou le verre, avec des prix financiers et des distinctions pour valoriser le patrimoine et encourager la concurrence, y compris pour les artisans handicapés, soulignant le soutien des pouvoirs publics.

I.B.

IMPORTATION DE NAVIRES DE MOINS DE 15 ANS :

Une étape stratégique pour renforcer la flotte nationale

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA) a affirmé, dimanche dans un communiqué, que la mesure autorisant l'importation de navires d'occasion de moins de 15 ans, destinés à la grande pêche et à la pêche en haute mer, prévue par la loi de finances 2026, constitue une étape stratégique visant à renforcer la flotte nationale et à encourager les professionnels à se lancer dans ce type de pêche. Cette mesure «représentera une valeur ajoutée stratégique pour le secteur de la pêche en Algérie, notamment dans le cadre de l'orientation nationale vers le développement de la grande pêche, l'extension de l'activi-

té en haute mer et l'exploration de nouvelles zones de pêche», a précisé la DGPA. Elle vise à «renforcer la flotte nationale avec des navires dotés de capacités techniques et nautiques élevées, capables de naviguer sur de longues distances et durant de longues périodes», ainsi que de «faire face aux conditions météorologiques difficiles qui caractérisent la pêche en haute mer». Il s'agit également de «la réduction des coûts d'investissement pour les opérateurs, comparativement à l'acquisition de navires neufs, ce qui contribuera à encourager les professionnels à se lancer dans cette activité stratégique et à accélérer la modernisation de

la flotte nationale sans leur imposer de lourdes charges financières». La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a souligné que cette orientation «s'inscrit dans une vision plus large pour accroître la production halieutique et renforcer la place de l'Algérie dans l'activité de la pêche en haute mer, l'un des secteurs prometteurs à forte valeur ajoutée», selon la même source. L'article 150 de la loi de finances pour 2026 autorise «le dédouanement pour la mise à la consommation à l'état usagé des navires de grande pêche et en haute mer de moins de 15 ans», conclut la même source.

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Prorogation des délais de souscription pour certaines déclarations fiscales

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation des délais de souscription de certaines déclarations fiscales, initialement fixés au 20 janvier courant. Il s'agit des déclarations G n° 50 (mensuelle et trimestrielle), G n° 50 ter et G n° 12 bis, concernant l'ensemble des contribuables soumis aux régimes du réel, du réel simplifié et de l'impôt forfaitaire unique (IFU), relevant des centres des impôts (CDI), des centres de proximité des impôts (CPI) et des inspections des impôts. Ainsi, le délai de souscription de la déclaration G n° 50, qu'elle soit mensuelle et trimestrielle, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> février prochain alors que ceux des déclarations «G n° 12 bis» et «G n° 50 ter» sont prolongés jusqu'au 1<sup>er</sup> mars prochain», précise la même source. «Cette mesure est prise à l'effet de permettre aux contribuables concernés d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions», souligne la DGI dans son communiqué.

Oran classée 7<sup>e</sup> destination mondiale par

le New York Times

La ville d'Oran figure en septième position dans le prestigieux classement annuel du New York Times des 52 meilleures destinations touristiques mondiales pour 2026, pour son patrimoine historique, sa vitalité culturelle et son attractivité touristique, selon l'APS. «Alors que l'Algérie s'affirme comme destination touristique, Oran, ville portuaire méditerranéenne, connaît un renouveau culturel

qui mêle son riche passé à une énergie nouvelle et audacieuse», écrit le quotidien américain dans sa sélection des 52 meilleures destinations mondiales pour 2026 (52 places to go in 2026). Le journal met en avant les atouts de cette ville «perchée sur des collines aux panoramas méditerranéens exceptionnels, riche en palais et forteresses, parmi lesquels le Théâtre régional d'Oran, joyau architectural centenaire

récemment restauré, qui propose une programmation de spectacles contemporains». Le New York Times invite également les voyageurs à flâner «le long du front de mer, où la transformation de ses balcons Art déco compte des cafés, des galeries et organise des concerts en plein air». Oran, «berceau du raï, genre musical folklorique algérien», renaît comme haut lieu de la créativité et de la vie nocturne. «En été, la ville célèbre le

Festival national du raï, un rassemblement d'une semaine de musiciens et de DJ qui confirme son statut de capitale du rythme en Afrique du Nord», ajoute le journal. Ce classement place Oran devant de nombreuses capitales européennes, incarnant une Algérie «historique et tournée vers l'avenir». Ce succès reflète la dynamique touristique du pays, marquée par une hausse notable des visiteurs ces dernières années.



# Autoroute est-ouest

## Le péage n'est pas d'actualité

L'opération de mise à péage de l'autoroute Est-Ouest n'est pas d'actualité. C'est ce qu'a affirmé, dimanche, le directeur d'entretien de l'Algérienne des autoroutes (ADA), Ali Bouasla, lors de son passage à la radio Chaîne 3.



PAR INÈS B.

**L**e péage sur l'autoroute Est-Ouest fait toujours l'objet de débats. Pour le ministère des Travaux

publics et des Infrastructures de base, la priorité absolue du secteur demeure la garantie des conditions favorables pour la sécurité routière des usagers de l'autoroute est-ouest, à travers la programmation d'opérations

d'entretien visant à préserver la pérennité de ses infrastructures. « L'important pour nous est d'offrir à l'utilisateur une infrastructure sûre et bien entretenue. C'est ce que nous œuvrons à mettre en œuvre dans les années à venir »,

a-t-il dit. À propos de la vaste opération de maintenance du réseau routier et autoroutier à l'échelle nationale, destinée à fluidifier le trafic et à garantir la sécurité des usagers de la route, le directeur d'entretien de l'Algérienne des autoroutes (ADA), Ali Bouasla, a annoncé, dans ce cadre, le lancement prochain d'une vaste opération de signalisation au niveau de l'autoroute Est-Ouest. M. Bouasla a détaillé le plan d'action de l'ADA pour l'année 2026. Selon lui, il s'agit d'un plan d'investissement visant à renforcer les infrastructures de base. À ce titre, il y aura la fourniture et pose de 2832 kilomètres de joints de chaussée, qui concernent 83 ouvrages d'art, le traitement des zones de glissement au niveau de la wilaya de Tlemcen, ainsi que le lancement de 700 km de signalisation au niveau de l'autoroute Est-Ouest. Les travaux débiteront d'abord à l'est, de Bordj Bou Arreridj jusqu'à El Taref, et à l'ouest, de Relizane jusqu'à Tlemcen, a précisé M. Bouasla. Pour ce qui est de la partie Centre, entre Bouira et Chlef, l'opération débutera à partir du deuxième semestre 2026. Afin de garantir la réussite de cette opération, M. Bouasla a indiqué que huit entreprises, issues des secteurs public et privé, ont été mobilisées. Il y a eu, en outre, la mobilisation de 450 ouvriers et 60 engins pour le frai-

sage de la route, afin de remédier aux dégradations. Concernant les futurs services dont l'ADA va faire profiter les usagers de la route, notamment en matière de communication, M. Bouasla a annoncé la création prochaine d'une chaîne de radio qui va émettre sur la bande FM et qui sera dédiée spécialement à l'autoroute Est-Ouest et aux problèmes rencontrés quotidiennement par les usagers sur cet axe. Concernant le bilan de l'année 2025, en matière d'entretien des axes autoroutiers, l'orateur a révélé que l'ADA a assuré la réparation des dégradations de 28 km d'autoroute à travers dix wilayas, principalement dans les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Bouira et Aïn Defla. L'ADA a également remplacé 365 mètres linéaires de joints de chaussée à travers les wilayas d'Aïn Defla, Alger et Boumerdès, dans une douzaine d'ouvrages d'art, révèle M. Bouasla. « Cette opération s'inscrit dans la durée. Nous avons 2130 mètres linéaires de joints de chaussée à réparer. À partir de 2026, nous avons une autre opération qui va couvrir 2800 mètres linéaires de joints de chaussée et qui va prendre en charge 85 ouvrages d'art », a-t-il ajouté. Pour terminer, l'intervenant a répondu à une question relative aux aires de repos et à la réalisation de nouveaux espaces. Selon lui, 72 aires de repos sont prévues, dont une partie est déjà réalisée. Toutefois, leur réalisation ne figure pas parmi les priorités de l'ADA, car « pour l'instant, les aires de services font figure d'aires de repos en même temps ».

I.B.

**POUR AMÉLIORER LES TRANSPORTS URBAINS**

**TIRSAM ENTAME LA LIVRAISON DE 1 000 NOUVEAUX BUS**

Conformément aux directives du Président de la République visant à moderniser et à améliorer le parc national de transports de voyageurs, la société Tirsam a entamé la livraison de 1 000 nouveaux bus, effective au 23 décembre 2025. Ces bus sont actuellement en route vers l'Algérie. La société a précisé que ces bus sont entièrement équipés pour répondre aux normes les plus exigeantes en matière de qualité, de sécurité et de confort, intégrant des technologies modernes répondant aux besoins actuels du transport de voyageurs et garantissant ainsi un service amélioré aux citoyens. Selon Tirsam, ce projet témoigne de

la capacité de l'entreprise à mettre en œuvre les programmes nationaux dans les délais impartis, tout en honorant ses engagements et obligations. Cette réalisation s'inscrit également dans le cadre de la contribution active de la société à l'amélioration des services de transport de voyageurs à travers le pays, soutenant ainsi les efforts du gouvernement pour développer et améliorer la qualité des transports publics. Tirsam a affirmé que cette initiative concrétise son engagement à fournir un transport de voyageurs moderne et sûr, et a souligné que d'autres mesures seront prises dans ce sens lors des prochaines étapes.

**LES PRIX DU PÉTROLE EN FORTE HAUSSE HEBDOMADAIRE DEPUIS OCTOBRE DERNIER**

Les prix du pétrole ont poursuivi leur hausse lors des échanges de ce lundi sur les marchés mondiaux. Les contrats à terme du Brent ont progressé de 31 cents, soit 0,49 %, pour atteindre 63,65 dollars le baril, tandis que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) a augmenté de 30 cents, soit 0,51 %, à 59,42 dollars le baril. Les deux références ont gagné plus de 3 % la semaine dernière, enregistrant ainsi leur plus forte hausse hebdomadaire depuis octobre dernier. Les troubles internes en Iran, conjugués aux craintes d'une escalade du conflit russo-ukrainien pouvant affecter les exportations de pétrole russe, ont accentué la pression sur l'offre, malgré des indicateurs persistants d'une abondance de l'offre mondiale en 2026, ce qui a pesé sur les prix du pétrole. Les prix du pétrole ont progressé lundi 12 janvier 2025, enregistrant une troisième séance de hausse consécutive sur fond d'inquiétudes concernant les pénuries d'approvisionnement. Cette situation survient alors que les manifestations s'intensifient en Iran, faisant craindre des pénuries d'approvisionnement en provenance de ce pays producteur de l'OPEP, tandis que les efforts déployés pour relancer les exportations de pétrole vénézuélien et les prévisions d'un excédent sur le marché cette année ont limité les gains.

## DOMAINE NATIONAL

### Généralisation du système d'information «AMLAK»

La Direction générale du Domaine national (DGDN) a annoncé dimanche dans un communiqué la généralisation du système d'information «AMLAK» à l'ensemble des directions du cadastre, de la conservation foncière et des Domaines de l'État, en prévision de la délivrance du livret foncier électronique. «AMLAK» est un système d'information national unifié intégrant le cadastre général, la conservation foncière et les Domaines de l'État, et repose sur une base de données centrale nationale regroupant les données numériques relatives à ces fonctions, à même de garantir l'intégration, la précision et la fluidité dans l'échange d'informations», a précisé la DGDN. Ce système d'information se distingue par des performances exceptionnelles, conformes aux normes les plus élevées de gouvernance, en offrant notamment une fonctionnalité de traçabilité des opérations afin d'assurer leur conformité aux textes réglementaires et aux instructions techniques encadrant l'exercice des fonctions. Le système «AMLAK» fournit également des visions claires et précises aux décideurs à différents niveaux de la hiérarchie administrative à travers des indica-

teurs de performance (KPI) précis, exhaustifs et en temps réel, ce qui renforce l'efficacité du contrôle et de la gestion des ressources. Concernant l'amélioration du service public, le système «AMLAK» garantit une réponse immédiate aux demandes déposées au niveau des guichets du cadastre et de la conservation foncière, et permet une réduction notable des délais de publicité foncière et de délivrance des livrets fonciers, contribuant ainsi à l'amélioration du service rendu au citoyen et à l'accélération du traitement des transactions foncières. Dans le même contexte, la DGDN a indiqué que le système «Amlak» constituait l'outil opérationnel central pour la délivrance du livret foncier électronique et la mise à jour de son contenu, soulignant qu'il est prévu, une fois les procédures techniques et organisationnelles nécessaires à son lancement officiel achevées, de procéder au remplacement progressif du livret foncier papier par le livret foncier électronique, «dans une démarche qualitative traduisant une transformation profonde de la gestion de la propriété foncière et la fourniture de services plus rapides, plus sûrs et plus fiables». Le système «Amlak» est le fruit

d'efforts «intensifs» déployés par les cadres et employés de la DGDN, notamment les cadres en informatique, sous la supervision d'un comité de pilotage pluridisciplinaire regroupant une élite de compétences du secteur. Il a été conçu et développé dans un délai record n'excédant pas une année, reflétant ainsi le niveau de «maturité numérique» et l'efficacité institutionnelle du secteur, selon la même source. Cette étape «qualitative», qui illustre le rythme accéléré de la transformation numérique engagée par la DGDN, vient parachever les opérations de modernisation et de développement ayant concerné les normes et solutions techniques propres aux opérations de mise à jour, dont «une partie a été lancée lors de la production cadastrale depuis le 21 août 2025». À travers cette réalisation, la DGDN a réaffirmé «son engagement ferme à poursuivre le processus de transformation numérique et à consacrer une administration publique moderne, efficace et transparente, faisant de la technologie un levier essentiel au service du citoyen et au soutien du développement national», conclut le communiqué.



IN-GUEZZAM

Dynamique de développement multisectoriel entre 2020 et 2025

La wilaya d'In-Guezzam, à l'extrême sud du pays, a connu entre les années 2020 et 2025 une dynamique de développement soutenue, tous secteurs confondus, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire de wilaya (P-APW), Brahim Benkhiya.



Le président de l'Assemblée populaire de wilaya (P-APW), Brahim Benkhiya a indiqué, à titre d'illustration, que le secteur des travaux publics a enregistré la réalisation de plusieurs tronçons routiers, totalisant 41 km, sur la RN 1 traversant le territoire de la wilaya, en plus de la concrétisation de trois opérations d'un linéaire global de 40 km (15, 10 et 15 km) au niveau de la région de Garet-Ennous. La wilaya s'est vu accorder aussi un financement conséquent pour la viabilisation et le revêtement, en tranches, du chemin de wilaya (CW) reliant sur 40 km In-Guezzam à Tin-Zaouatine. À ces opérations de désenclavement de la région vient se greffer la réception de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Tin-Zaouatine, en attendant l'inscription d'autres opérations de développement de cette structure aéroportuaire, a poursuivi le responsable. En matière d'alimentation en eau potable, In-Guezzam a bénéficié de l'inscription d'un projet d'approvisionnement de la commune de Tin-Zaouatine à travers une conduite d'adduction de 264 km depuis la région de Tanezrouft, via l'annexe administrative de Taoundert. Le secteur de l'éducation, qui a lancé les projets de cinq (5) nouveaux groupements scolaires, a bénéficié aussi de projets de réalisation

de deux établissements moyens à Tin-Zaouatine et In-Guezzam, et d'un lycée au chef-lieu de wilaya, à l'effet d'alléger la surcharge que connaissent certains établissements, a fait savoir le P-APW. S'agissant du secteur de la santé, a-t-il ajouté, In-Guezzam a enregistré le lancement de projets de réalisation de trois polycliniques en vue de rapprocher les prestations de santé du citoyen et d'assurer une bonne prise en charge des malades, notamment en zones enclavées. Cette dynamique de développement est également relevée dans le secteur de l'agriculture dans cette wilaya qui dispose d'une ressource hydrique abondante. M. Benkhia a fait état, à cet égard, de l'attribution, dans le cadre de la promotion de l'investissement agricole, de foncier agricole au profit de 300 jeunes, en sus de l'inscription d'opérations de réalisation et d'équipement de forages d'irrigation et de puits pastoraux à la satisfaction des populations nomades. Dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population locale et de promouvoir le service public en matière d'alimentation en énergie électrique, la wilaya d'In-Guezzam a été dotée de groupes électrogènes, a également révélé le P-APW, en signalant également la réalisation en cours de travaux de raccordement de 3 000 foyers au réseau de gaz.

MOSTAGANEM  
DES PROJETS DE PLUS D'UN MILLIARD DE DINARS

Les quatre communes de la daïra de Bouguirat (Bouguirat, Sirat, Safsaf et Souafli) ont bénéficié de nouveaux projets de développement pour une enveloppe financière globale estimée à 1,1 milliard de dinars, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya de Mostaganem. La même source a précisé que ces opérations de développement, au nombre de 92, sont financées dans le cadre de différents programmes et ont été inscrites au programme de développement de l'année en cours, pour une enveloppe budgétaire globale de 1 milliard et 114 millions de dinars. Ce programme vise à

améliorer les réseaux vitaux et le cadre de vie des citoyens, notamment au niveau des villages et des zones reculées des quatre communes de la daïra, a-t-on expliqué. Dans ce contexte, il est prévu la réalisation et la réhabilitation des réseaux d'assainissement sur une distance totale estimée à 20 kilomètres, ainsi que la modernisation des réseaux d'eau potable sur 10 kilomètres, en plus de la réalisation d'un nouveau réservoir d'eau afin d'améliorer l'alimentation des populations en cette ressource vitale. Au cours de l'année en cours, il sera également procédé à l'entretien des routes et à l'ouverture de pistes à travers le territoire des quatre communes sur une distance totale estimée à 60 kilomètres. Outre ces opérations, il y a lieu de citer également l'aménagement urbain de neuf zones et agglomérations, le raccordement de cinq villages au réseau électrique, ainsi que le raccordement d'une zone d'extension urbaine au gaz naturel, ajoute la même source. La daïra de Bouguirat avait déjà bénéficié,

l'année dernière, de 133 projets de développement pour une enveloppe financière globale avoisinant 1 milliard et 190 millions de dinars, destinés principalement à la prise en charge des besoins de la population, ainsi qu'au soutien des secteurs de l'éducation, de la santé et des ressources en eau. Dans ce cadre, le secteur de l'éducation s'est renforcé, durant l'actuelle saison scolaire, par la réalisation de trois écoles primaires, en plus d'opérations de réalisation et d'équipement de cantines scolaires et d'établissements éducatifs. Dans le cadre de 38 projets d'une valeur de 93 millions de dinars, ont fait savoir les services de la wilaya. Le secteur de la santé a également connu une amélioration notable, à travers l'équipement d'un service de dialyse à l'hôpital de Bouguirat, la réhabilitation de la polyclinique de la commune de Sirat et d'une autre à Safsaf, ainsi que la mise en service d'une salle de soins au village de Chaibia relevant de la même collectivité locale, a-t-on indiqué.

SKIKDA  
15 projets de raccordement à l'électricité et 22 autres au gaz naturel

Pas moins de 15 projets de raccordement à l'électricité et 22 autres au gaz naturel seront réceptionnés dans la wilaya de Skikda au 1<sup>er</sup> semestre 2026, dans le cadre du renforcement des réseaux de distribution et du soutien du développement local, a indiqué, samedi, le directeur local de la distribution du groupe Sonelgaz, Abdelouahad Hemaz. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces projets s'inscrivent dans le cadre d'opérations lancées en 2025, financées sur le budget de wilaya, et qui concernent 15 projets liés à l'électricité, pour plus de 358 millions de dinars, et 22 projets liés au gaz naturel pour plus de 544 millions de dinars. M. Hemaz a ajouté que les projets relatifs au raccordement électrique portent sur l'extension des réseaux pour fournir de l'énergie électrique aux projets d'investissement industriel et agricole, ainsi que sur l'achèvement du raccordement des zones isolées, le tout, a-t-il souligné, à l'effet de soutenir le développement local. Le même responsable a également fait savoir que ces projets consolideront les acquis obtenus en 2025, une année marquée par le raccordement de plus de 12 000 nouveaux clients à l'électricité et presque autant de foyers au réseau du gaz naturel, ce qui avait contribué à augmenter notablement les taux de couverture.

TLEMCEN

Plus de 1,5 milliard DA pour l'aménagement de plusieurs routes

Une enveloppe financière estimée à 1 milliard et 540 millions de dinars a été consacrée, dans la wilaya de Tlemcen, à l'aménagement et à l'entretien de plusieurs routes au titre de l'année en cours, a-t-on appris, hier, auprès de la direction des Travaux publics. Les travaux, dont le lancement est prévu durant le trimestre en cours, permettront le renforcement de la route nationale RN 22 B reliant les communes d'Ouled Mimoun et Sebdou, à travers deux tronçons, dont le premier sur une distance de 9 km et le second sur 19 km. Ils concernent également l'entretien du chemin de wilaya CW 101 entre les localités de « El Massamda » et « Colonel Abbes », dans la commune de Maghnia, sur

12 km, ainsi que le CW 45 reliant la commune d'Amieur à la localité de « El Ghanaina », sur 8 km, selon la même source. Il est également prévu le lancement des travaux de renforcement de la route nationale RN 22 A reliant la commune de Remchi à l'aéroport international Messali El Hadj, sur une distance de 4 km, ainsi que ceux de la route nationale RN 98 reliant la commune de Zenata à la route nationale RN 35. Par ailleurs, plusieurs projets inscrits au titre du programme 2025 sont actuellement en cours de réalisation et devront être réceptionnés durant le trimestre en cours. Il s'agit notamment du renforcement de la RN 35 sur 19 km, de l'entretien du chemin vicinal reliant la localité d'El Bordj à la

commune de Beni Snous sur 3 km, du chemin de wilaya CW 71 entre les communes de Beni Snous et Aïn Youcef sur 8 km, ainsi que du CW 2 reliant les localités de Bouhassoune et Ahfir, dans la commune d'Aïn Ghoraba, sur 5 km. Ces opérations comprennent également la maintenance d'un ouvrage d'art sur le chemin de wilaya CW 46 à Beni Bahdel, ainsi que l'aménagement d'un giratoire sur la route nationale RN 35 au niveau de la localité de Sidi Bounouar, dans la commune de Remchi. Une enveloppe financière globale de 1 milliard et 250 millions de dinars a été allouée à ces projets, a-t-on indiqué.



## À L'ARRÊT DES TRAITEMENTS ANTI-OBÉSITÉ

# Les kilos reviennent plus vite

Une étude récente montre que la majorité des patients regagnent les kilos perdus en moins de deux ans après l'arrêt des médicaments agissant sur les hormones de l'appétit, relançant le débat sur leur usage à long terme. Les données confirment que la reprise de poids est généralement plus rapide qu'après un régime ou un programme d'activité physique seul.



PAR AMEL B.

**P**résentés comme une révolution contre l'obésité, les traitements agissant sur les hormones de l'appétit (comme les analogues du GLP-1) ont pourtant un talon d'Achille. S'ils ont montré une efficacité notable pour induire une perte de poids significative en réduisant l'appétit et en augmentant la sensation de satiété, ces traitements sont aujourd'hui pointés du doigt en raison de la reprise de

poids observée après leur arrêt. En effet, à l'arrêt des traitements anti-obésité, les kilos reviennent en moins de deux ans. C'est ce que souligne une étude internationale publiée récemment dans The British Medical Journal. Dans cette étude, les scientifiques alertent sur un phénomène qui pourrait remettre en question l'espoir suscité par les nouveaux traitements anti-obésité : la plupart des personnes qui interrompent les médicaments anti-obésité retrouvent leur poids initial en moins de deux ans. Quand les utilisateurs interrompent leurs traitements anti-obésité à base de GLP-1, comme

l'Ozempic, le Wegovy ou le Mounjaro, ils reprennent fatalement du poids. Et ce quatre fois plus vite que ceux qui se sont mis au régime et ont fait de l'activité physique. C'est ce que montre cette vaste étude. "Les bénéfices des traitements anti-obésité forment une liste très longue, mais ils disparaissent dès que les patients arrêtent les traitements", résume le site spécialisé en actualités médicales STAT News. En compilant les résultats de 37 études, portant au total sur quelque 9 300 personnes, cette vaste analyse montre que les gens reprennent du poids quatre fois plus ra-

pidement que s'ils avaient fait un régime traditionnel et de l'activité physique. Mais aussi que l'amélioration des indicateurs cardiovasculaires, comme la tension artérielle ou le taux de cholestérol, finit aussi par se dissiper. L'arrivée des médicaments analogues du GLP-1 (pour "glucagon-like peptide 1"), une hormone que sécrète le corps humain et qui régule le taux de glucose sanguin et l'appétit, a constitué un tournant dans le domaine de l'obésité. Car, d'abord prescrites pour les patients ayant un diabète de type 2, les molécules, telles que le sémaglutide pour l'Ozempic et le Wegovy – les médicaments les plus connus –, et le tirzépate pour le Mounjaro, se sont rapidement avérées extrêmement efficaces dans la perte de poids. Sauf qu'à cause des effets secondaires, notamment gastro-intestinaux, de ces traitements, ainsi que de leurs coûts, plus de la moitié des gens finissent par interrompre leur traitement au bout d'un an. "Les auteurs s'attendaient à ce que les gens regagnent le poids perdu, mais ils ont été surpris de la vitesse à laquelle cela s'est produit", rapporte STAT. Car ceux qui arrêtent leurs traitements retrouvent leur poids initial en dix-huit mois en moyenne. Quant aux indicateurs cardiovasculaires, ils retrouvent leur niveau d'origine d'avant traitement en même pas dix-huit mois. Cité par STAT, Adam Collins, spécialiste en nutrition à l'université du Surrey, au Royaume-Uni, qui n'a pas participé à ce travail, considère qu'"on retiendra de cet article que les traitements anti-obésité ont rendu la perte de poids très facile, mais que maintenir cette perte de poids est un défi encore plus important". Selon lui, le fait de délivrer des analogues du GLP-1 à des niveaux bien supérieurs à celui de l'hormone GLP-1 pourrait rendre les personnes moins sensibles à ses effets à des concentrations physiologiques, ce qui augmenterait encore l'appétit de ceux qui arrêtent les traitements. Selon les experts, si les médicaments modifient temporairement les signaux de l'appétit, l'adoption durable d'un mode de vie sain reste le levier le plus efficace pour stabiliser le poids dans le temps. Les personnes qui perdent du poids grâce à des changements alimentaires et à la pratique régulière d'une activité physique finissent souvent par adopter un mode de vie plus durable, limitant ainsi le risque de reprise pondérale à long terme.

A. B.

## APRÈS LA CONFIRMATION D'UN CAS DE MPOX À MADAGASCAR

# Mesures sanitaires dans le secteur touristique

**L**e Madagascar a décidé de renforcer ses mesures sanitaires dans le secteur touristique après la confirmation de cas de mpox sur le territoire national, a indiqué mercredi le ministère malgache du Tourisme et de l'Artisanat. Dans une note de service, le ministère a ordonné à l'ensemble des acteurs du tourisme et de l'artisanat du pays de « renforcer immédiatement » les mesures de prévention

au sein de leurs établissements, après que « des cas de mpox ont été confirmés sur le territoire national ». Selon le ministère, le port du masque est désormais strictement obligatoire pour l'ensemble du personnel et de la clientèle dans tous les établissements touristiques et artisanaux, notamment les hôtels, restaurants, agences de voyages, sites et marchés artisanaux, les transports touristiques ainsi

que les activités guidées. Les opérateurs sont également tenus de veiller au respect rigoureux des gestes barrières, au renforcement des mesures d'hygiène et de désinfection, ainsi qu'à l'information et à la sensibilisation du personnel et des usagers. À ce jour, 6 cas confirmés de Mpox et 76 cas suspects ont été recensés à Madagascar, selon le ministère malgache de la Santé publique.

## ORAN

# Sensibilisation sur la violence en milieu scolaire

**L**e Centre hospitalo-universitaire d'Oran a abrité, mercredi dernier, une rencontre de sensibilisation dédiée à la problématique de la violence en milieu scolaire, avec la participation de professionnels de la santé. Cette rencontre, visant à prévenir la violence en milieu scolaire et à promouvoir la santé mentale des enfants scolarisés, a été animée par des spécialistes en psychologie et en santé mentale, en présence d'acteurs socioéducatifs, de parents d'élèves, ainsi que de représentants d'associations activant dans ce domaine. Selon les organisateurs, cette rencontre avait pour objectif de sensibiliser sur les risques liés à l'usage non sécurisé des nouvelles technologies et des réseaux sociaux, d'améliorer la prise en charge dans ce domaine et de fournir des références juridiques simplifiées et accessibles à l'ensemble des intervenants. Dans ce cadre, les 45 unités de dépistage et de suivi (UDS) relevant de la santé scolaire et réparties à travers la wilaya d'Oran ont été renforcées par l'affectation de 75 psychologues, selon le chef du service de prévention à la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya, Youcef Boukhari. M. Boukhari a précisé, dans une déclaration à la presse en marge de cette rencontre de sensibilisation, que ces psychologues auront pour mission d'assurer la prise en charge et le suivi des enfants concernés dans le cadre du plan national de promotion de la santé mentale.

## KENYA

# Découverte d'outils paléolithiques dotés d'une technologie de lame en Afrique

**U**ne équipe archéologique conjointe sino-kenyane a mis au jour pour la première fois des outils en pierre dotés d'une technologie de lame datant du Paléolithique moyen au supérieur sur le site du lac Bogoria au Kenya, rapportent vendredi des médias. Les membres de l'équipe ont mené des recherches dans les environs des lacs Baringo et Bogoria datant du Paléolithique moyen, entre 300 000 et 100 000 ans, et ont fouillé

un site au bord du lac Bogoria. La découverte de ces outils fournit des éléments essentiels pour étudier les origines et la diffusion de la technologie des lames et son lien avec les premiers humains modernes. Peng Shenglan, membre de l'équipe de chercheurs, a expliqué que la technologie des lames est considérée comme une « amélioration » majeure dans la fabrication d'outils. Comparées aux outils antérieurs, plus volumineux,

ces lames étaient plus faciles à transporter et à retravailler, ce qui a considérablement amélioré l'efficacité et la standardisation de la production. Le Kenya est reconnu comme « l'un des berceaux de l'humanité » et une région clé qui soutiennent la théorie de l'Out of Africa sur les origines de l'homme moderne. Le site du lac Bogoria est situé dans le comté de Baringo, dans la vallée du Rift au Kenya.



# FUITE MASSIVE DE DONNÉES SUR INSTAGRAM

## Plus de 17 millions d'utilisateurs concernés

Les données personnelles d'au moins 17,5 millions d'utilisateurs d'Instagram, plateforme de réseau social américain, auraient été compromises et partagées sur le dark web, suscitant de vives inquiétudes quant à la protection de la vie privée et à la sécurité de la plateforme, ont rapporté les médias samedi. Selon la société de cybersécurité Malwarebytes, l'ensemble de données divulgué comprend des noms d'utilisateur, des noms complets, des adresses e-mail, des numéros de téléphone, des adresses physiques partielles, ainsi que d'autres coordonnées, rapporte le Daily Mail. Bien qu'aucun mot de passe ne figure dans la fuite, les experts avertissent que ces informations peuvent néanmoins être exploitées à des fins d'usurpation d'identité ou de fraude financière. La brèche aurait été initialement liée à une vulnérabilité de l'API d'Instagram en 2024, selon le média spécialisé en cybersécurité CyberInsider. D'après les mêmes sources, des pirates auraient contourné les dispositifs de protection standards de Meta et aspiré des données sensibles, avant qu'un acteur malveillant identifié sous le pseudonyme « Solonnik » ne publie les informations sur le forum BreachForums plus tôt cette semaine, en les proposant gratuitement. « Une fuite d'une telle ampleur accroît considérablement les risques de campagnes de hameçonnage et de fraudes ciblées », ont indiqué des experts cités par Malwarebytes. À la suite de cette fuite, des utilisateurs de plusieurs régions ont signalé la réception d'un nombre inhabituel d'e-mails de réinitialisation de mot de passe, alimentant les craintes de comptes compromis. Le groupe

Les données divulguées concerneraient des comptes Instagram dans le monde entier, incluant aussi bien des profils personnels que des comptes d'influenceurs. Un ensemble de données diffusé sur le dark web contiendrait des adresses e-mail, des numéros de téléphone et



américain Meta, propriétaire du réseau social Instagram, n'avait pas encore publié de communiqué confirmant la fuite au début du mois de janvier. Les pages d'aide officielles d'Instagram précisent que la réception d'un e-mail de réinitialisation de mot de passe ne signifie pas nécessairement un piratage, mais des analystes en cybersécurité recommandent

néanmoins la plus grande vigilance. Les données divulguées concerneraient des comptes Instagram dans le monde entier, incluant aussi bien des profils personnels que des comptes d'influenceurs. Cet incident intervient alors que les pratiques de protection des données des entreprises de réseaux sociaux font l'objet d'une surveillance accrue.

## IRLANDE

### DES MILLIERS D'AGRICULTEURS MANIFESTENT CONTRE L'ACCORD UE – MERCOSUR

Des milliers d'agriculteurs ont manifesté samedi à Athlone, dans le centre de l'Irlande, pour dénoncer l'accord de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le bloc sud-américain du Mercosur. De nombreux tracteurs ont convergé vers cette ville située à mi-chemin entre Dublin et Galway, arborant des pancartes portant des slogans tels que « Non à l'UE-Mercosur » ou encore « Soutien à l'agriculture irlandaise ». Cette mobilisation est intervenue au lendemain de l'aval donné par les autorités européennes à cet accord. Comme ses homologues français, hongrois, polonais et autrichien, le gouvernement irlandais s'est opposé à la conclusion de cet accord, qui suscite une forte contestation agricole, avec la crainte d'une arrivée de produits moins chers et pas forcément respectueux des normes de l'UE. Samedi, la colère ne retombait pas non plus en France, avec plusieurs actions lancées, notamment au port du Havre (ouest). La veille, des manifestations et actions d'agriculteurs ont eu lieu également en Pologne et en Belgique. En Irlande, les agriculteurs s'inquiètent notamment

de la concurrence issue de l'importation de viande de bœuf à moindre prix. Le principal syndicat agricole, l'Irish Farmers Association (IFA), a jugé « très décevant » le feu vert européen et appelé les députés à s'y opposer. Le Parlement européen doit encore se prononcer sur le texte, négocié depuis plus de 25 ans entre l'UE et le bloc sud-américain du Mercosur, qui comprend le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et l'Uruguay. Il créerait l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde, de plus de 700 millions de consommateurs. Pour ses défenseurs comme l'Allemagne et l'Espagne, il va permettre au contraire de relancer une économie européenne à la peine, en supprimant une large part des droits de douane, ce qui favoriserait les exportations européennes, notamment de voitures, de machines et de fromages.

## BÉNIN

### Élections législatives et communales

Près de neuf millions de Béninois se sont rendus aux urnes ce dimanche pour les élections législatives et communales. Les législatives, élection à un tour, doivent permettre d'élire les 109 députés qui composent l'Assemblée nationale. La coalition présidentielle, composée de trois partis, détient 81 sièges, contre 28 pour le principal parti d'opposition, les Démocrates. Les électeurs étaient également appelés à choisir leurs conseillers communaux. « Toutes les dispositions ont été prises pour garantir un vote libre, transparent et sécurisé. Aucune ambition politique ne saurait justifier la violence ou mettre



en péril l'unité nationale, pilier fondamental du développement du pays », a déclaré samedi le président de la Commission électorale nationale autonome (Cena), Sacca Lafia. Les responsables électoraux ont entamé le dépouillement des votes tard dimanche soir. Les résultats sont attendus dans les prochains jours. Ces législatives se sont déroulées avant l'élection présidentielle prévue pour le mois d'avril. Patrice Talon, 67 ans, qui achève son second mandat de cinq ans, ne peut pas se représenter selon la constitution. Il a désigné le ministre des Finances, Romuald Wadagni, comme son successeur privilégié.

## MINÉRAIS STRATÉGIQUES

### L'Allemagne veut consolider les partenariats internationaux

Le ministre des Finances et vice-chancelier allemand, Lars Klingbeil, a déclaré ce dimanche que les principes du droit international s'appliquent à tout le monde, y compris aux États-Unis, en référence aux menaces du président Donald Trump de s'emparer du Groenland. Klingbeil a ajouté : « Il appartient uniquement au Danemark et au Groenland de décider de l'avenir du Groenland. La souveraineté et l'intégrité territoriale doivent être respectées. » Il a fait ces déclarations avant de se rendre à Washington pour assister à une réunion des ministres des Finances du Groupe des Sept (G7). Klingbeil a déclaré : « Nous renforçons ensemble la sécurité dans l'Arctique en tant que membres de l'OTAN, et nous ne sommes pas opposés les uns aux autres. » La réunion du G7, prévue demain lundi, se concentrera sur l'accès aux minerais critiques, alors que les pays occidentaux cherchent à réduire leur dépendance à la Chine, compte tenu des initiatives de Pékin visant à imposer des contrôles stricts sur l'exportation des terres rares. Klingbeil a déclaré qu'il était dans l'intérêt de l'Allemagne d'élargir la coopération internationale dans ce domaine afin de renforcer la sécurité des approvisionnements, de réduire la dépendance vis-à-vis d'autrui et de garantir la mise en place de cadres économiques efficaces. Il a ajouté : « C'est pourquoi il est important de consulter nos partenaires internationaux et de travailler ensemble chaque fois que cela est possible. »



La Chine domine la chaîne d'approvisionnement des minerais critiques et raffine entre 47 % et 87 % du cuivre, du lithium, du cobalt, du graphite et des terres rares, selon l'Agence internationale de l'énergie.

## GOOGLE

### Lancement de la vente en ligne via l'IA générative

Rechercher des produits, effectuer des achats et dialoguer avec les services clients des revendeurs : telles sont les fonctionnalités promises par la nouvelle version professionnelle de Gemini, présentée dimanche par Google. Le géant technologique ambitionne ainsi de transformer l'expérience du commerce en ligne tout en maintenant les utilisateurs au sein de son outil d'intelligence artificielle (IA). Cette évolution de Gemini vise à centraliser, sur une seule plateforme, les services de vente en ligne et de relation client. L'objectif est d'offrir une « expérience d'achat fluide » et de permettre une résolution immédiate des problèmes rencontrés, selon un communiqué du groupe basé à Mountain View, en Californie. Concrètement, il sera désormais possible pour les utilisateurs de Gemini de chercher des produits, réaliser les achats et échanger avec le service clients sans avoir à quitter l'application de Google. À mesure de leurs échanges avec Gemini, les consommateurs se verront proposer des produits considérés comme les plus adaptés, provenant des entreprises ayant adopté le nouveau protocole de Google, avant d'y réaliser directement l'achat.



## RENOUVEAU ET TRANSITION

## Les Verts se projettent vers l'avenir après leur élimination de la CAN 2025

Éliminée samedi dernier en quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2025 après sa défaite face au Nigeria (2-0), la sélection nationale quitte la compétition sans trophée, mais avec des enseignements positifs et une dynamique retrouvée.

PAR MAROUANE A.

Loin du climat de doute qui avait accompagné les deux précédentes éditions, les Verts referment ce chapitre continental avec des bases solides pour l'avenir. Sur l'ensemble du tournoi, l'Algérie a disputé cinq rencontres, pour quatre succès et une seule défaite. Le bilan comptable (sept buts marqués, trois encaissés) illustre une équipe globalement cohérente, compétitive et plus équilibrée. Surtout, cette campagne tranche nettement avec les échecs de 2022 au Cameroun et de 2024 en Côte d'Ivoire, marqués par des sorties prématurées dès le premier tour. Au-delà des chiffres, cette CAN a mis en évidence l'émergence d'un noyau de joueurs appelés à structurer la sélection dans les années à venir. Ibrahim Maza, Anis Hadj Moussa, Rafik Belghali ou encore le gardien Luca Zidane ont su répondre présent dans un contexte de haute intensité. Leur maturité, leur engagement et leur capacité à s'adapter au très haut niveau continental constituent l'un des principaux acquis de cette édition. Ces performances laissent entrevoir une transition maîtrisée entre l'ancienne garde et une nouvelle vague plus jeune, ambitieuse et techniquement aboutie, autour de laquelle l'encadrement technique entend bâtir le futur projet sportif des Verts.

Mahrez, la fin d'un cycle continental

## VLADIMIR PETKOVIC :

## « J'assume les erreurs... »

Suite à la douloureuse élimination de l'Algérie en quarts de finale de la CAN 2025 face au Nigeria (0-2), Vladimir Petkovic s'est présenté en conférence de presse avec un discours lucide, sans détour, assumant pleinement la supériorité adverse et ses propres choix. D'entrée, le sélectionneur national a tenu à rendre hommage aux Super Eagles. « Bravo au Nigeria, ils ont été meilleurs que nous », a-t-il reconnu, avant d'analyser la physionomie de la rencontre. Selon lui, la clé du match s'est jouée dès les premières minutes : « En première mi-temps, nous étions trop dispersés. En deuxième mi-temps, ce fut un peu mieux. » Une entame ratée qui a permis aux Nigériens d'imposer leur rythme et de prendre l'ascendant

aussi bien techniquement que physiquement. Petkovic a insisté sur les difficultés rencontrées par ses joueurs dans le jeu offensif. « Nos adversaires ont montré leurs qualités techniques et physiques. Nous n'avons pas su jouer en première mi-temps avec nos dribbles », a-t-il expliqué, pointant un manque de justesse et de maîtrise face au pressing nigérian. Malgré une volonté affichée d'attaquer, l'Algérie n'a jamais réellement trouvé la solution. « Nous avons joué avec trois ou quatre attaquants, mais le problème c'est que les ballons n'arrivaient pas », a-t-il ajouté, résument l'impuissance offensive des Fennecs. Sur le plan tactique, le technicien bosnien a également justifié ses choix, notamment le refus d'opter pour une défense à trois. «

Je n'ai pas choisi de jouer à trois derrière car j'avais besoin de joueurs devant. J'ai eu plusieurs idées mais j'ai choisi celle-là », a-t-il confié, tout en reconnaissant que le résultat n'a pas été à la hauteur des attentes. Marqué par la déception du groupe, Petkovic a souligné l'état d'esprit de ses joueurs : « Ils étaient déçus car ils voulaient aller loin. » Enfin, il a assumé pleinement ses responsabilités : « J'assume les erreurs ou les choix que j'ai faits. Il faut analyser les changements, mais je ne pense pas que ça aurait changé grand-chose.

## Une équipe réconciliée avec son public

Plus qu'un simple parcours sportif, cette CAN a permis aux Verts de renouer avec leur public. L'enthousiasme, la ferveur et la confiance ont progressivement réapparu autour de la sélection, portée par un projet plus lisible et un groupe engagé. Un capital émotionnel précieux à l'heure d'aborder les prochaines échéances. Désormais, l'équipe nationale se projette vers la Coupe du monde 2026, programmée du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Un rendez-vous majeur que les Verts entendent préparer avec

méthode et ambition, déterminés à retrouver la scène mondiale après avoir manqué les éditions 2018 et 2022.

M. A.

## MAHREZ :

« J'espère que la nouvelle génération fera mieux »

L'Algérie a quitté la CAN 2025 en quart de finale après sa défaite face au Nigeria (0-2). Une sortie prématurée qui met fin au parcours des Fennecs dans cette édition, mais aussi à l'aventure continentale de Riyad Mahrez, figure emblématique et capitaine de l'équipe. En zone mixte, Mahrez est revenu sur la rencontre avec lucidité et émotion. Il a confirmé la fin de son chapitre africain : « Je confirme, c'est ma dernière CAN, c'est fini. C'est triste que ça s'arrête sur un quart de finale. J'aurais aimé aller plus loin et essayer d'en gagner une deuxième. L'attaquant a souligné la difficulté de la compétition et le poids de l'expérience : « La Coupe d'Afrique n'est pas facile à gagner. Notre génération a déjà remporté une CAN et c'était incroyable, mais pour beaucoup de cette nouvelle génération, c'est leur première CAN, et ils sont obligés de passer par ces moments-là. » Malgré la déception, Mahrez a insisté sur l'attitude et la fierté de ses coéquipiers : « La barre était haute. On sort la tête haute. On est tristes pour nos supporters et nos familles. On est fiers d'être Algériens. »

## GRANADA CF

## Dynamo Zagreb vise Luca Zidane

La Coupe d'Afrique des Nations 2025 aura marqué un tournant décisif dans la trajectoire de Luca Zidane. Pour sa première grande compétition internationale sous les couleurs de l'Algérie, le gardien du Granada CF a gagné en exposition et en crédibilité, attirant désormais l'attention de plusieurs clubs européens. Parmi eux, le Dinamo Zagreb apparaît comme l'un des prétendants les plus sérieux. Luca Zidane a rapidement bénéficié de la confiance du sélectionneur Vladimir Petkovic, qui l'a installé comme titulaire dès le début de la compétition. Malgré l'élimination des Fennecs en quart de finale face au Nigeria, le portier de 27 ans a livré des prestations solides, affichant calme, autorité et régularité dans les moments clés. Des performances qui n'ont pas échappé aux recruteurs présents au Maroc. Selon plusieurs sources concordantes, dont le média Foot Mercato, le Dinamo Zagreb suit de près l'évolution du fils de Zinédine Zidane et envisagerait de passer à l'action dès ce mercato hivernal. Le club croate, habitué aux compétitions européennes et en quête de stabilité au poste de gardien, serait prêt à formuler une offre avoisinant les deux millions d'euros. Une somme conséquente pour Granada, qui avait recruté le joueur pour un montant bien inférieur il y a deux saisons.

## ZONE MIXTE, TERRAIN ET TRIBUNE

## La CAF enquêtera sur les incidents autour du match

Un besoin d'explications. La CAF va ouvrir une enquête sur les incidents à la fin du match entre les joueurs de l'Algérie et du Nigeria. La fin du quart de finale de la Coupe d'Afrique des nations, qui s'est conclu sur un 2-0 en faveur des Super Eagles, a été marquée par plusieurs épisodes de tension à Marrakech. La Confédération africaine de football va aussi étudier les incidents en tribune ainsi que les altercations en zone mixte à l'issue de la rencontre, les séquences ont lourdement alimenté les réseaux sociaux. Ce qui n'est pas du tout du goût de la CAF. Des sanctions pourraient donc tomber

dans les prochaines semaines. Au coup de sifflet final – et déjà un peu avant –, un début d'échauffourée avait éclaté sur le terrain, avec un Luca Zidane particulièrement énervé. Plusieurs joueurs et membres des staffs des deux équipes en sont presque venus aux mains, tandis que l'arbitre de la rencontre était escorté par la sécurité pour quitter la pelouse. D'autres incidents ont été relayés par des images sorties sur les réseaux sociaux. Notamment dans le tunnel du stade, où plusieurs joueurs algériens auraient apagés vertement l'arbitre, sans doute encore énervés par la main nigériane non sifflée dans la surface

en première période. En tribune, quelques tensions ont été aussi à noter, avec quelques supporters des Fennecs qui semblent avoir tenté d'entrer sur la pelouse. En zone mixte, l'ambiance était aussi tendue en zone mixte, avec les forces de sécurité de la CAF forcées d'intervenir.



ITALIE  
Naples bête noire de l'Inter

Naples et Scott McTominay sont en train de devenir les bêtes noires de l'Inter Milan : alors que les Nerazzurri pouvaient prendre le large en tête du Championnat d'Italie dimanche, ils ont été contrariés par un doublé du milieu écossais du Napoli (2-2). La série de six victoires consécutives de l'Inter n'a pas résisté aux retrouvailles avec Naples et McTominay, qui avaient privé, en mai dernier, le club lombard du scudetto 2025 pour un point au terme de la 38<sup>e</sup> et dernière journée. Ce choc de la 20<sup>e</sup> journée pouvait être un tournant de la saison, mais comme aucun des trois principaux prétendants au titre ne s'est imposé ce week-end, l'Inter conserve avec ses 43 points trois longueurs d'avance sur l'AC Milan (2<sup>e</sup>, 40 pts) et quatre sur Naples (3<sup>e</sup>, 39 pts). Le leader a pourtant rapidement pris l'avantage contre le champion en titre, dès la 9<sup>e</sup> minute, grâce à Federico Dimarco, servi dans la surface de réparation par Marcus Thuram. Mais Naples, qui n'a plus perdu en championnat contre l'Inter depuis décembre 2023 (3 nuls, 1 victoire 3-1 lors de la phase aller), a égalisé grâce à McTominay. Le meilleur joueur du dernier championnat d'Italie pour sa première saison en Serie A a surpris la défense intéressée en coupant au premier poteau un centre d'Eljif Elmas (26<sup>e</sup>). Malgré cette égalisation, l'Inter a conservé l'ascendant et a fini par reprendre l'avantage sur un penalty. Grand spécialiste de l'exercice, Hakan Çalhanoğlu n'a pas tremblé et a pris à contrepied Vanja Milinković-Savić (73<sup>e</sup>, 2-1). Alors que leur équipe comptait virtuellement cinq points d'avance sur l'AC Milan (2<sup>e</sup>), les tifosi de l'Inter ont déchanté à cause de l'inévitable McTominay qui a égalisé en reprenant de volée un centre mal négocié par la défense intéressée (81<sup>e</sup>). L'Inter, toujours en quête d'une victoire contre un adversaire de son standing cette saison, a poussé jusqu'au bout, mais Henrikh Mkhitaryan a vu sa frappe repoussée par un montant napolitain dans le temps additionnel.



SUPERCOUPE D'ESPAGNE

Le Barça bat le Real et garde le titre

Malgré le retour de Kylian Mbappé, le FC Barcelone a conservé son titre en Supercoupe d'Espagne dimanche soir en Arabie saoudite au terme d'une finale haletante face au Real Madrid (3-2).

Cette défaite sera-t-elle jugée assez digne par les dirigeants madrilènes ? Où sera-t-elle, à l'inverse, celle de trop, qui mettra fin au projet collectif du technicien basque après seulement huit mois en poste ? L'ex-milieu de terrain et stratège de la Maison Blanche, menacé depuis le début de l'hiver, pourrait ne pas survivre à cette finale perdue face à l'éternel rival, cochée par l'exécutif comme date butoir pour renverser la situation. Les prochaines heures en diront sûrement plus sur son destin, que le retour express de Kylian Mbappé seulement onze jours après l'annonce de sa blessure au genou gauche n'a pas pu faire basculer cette fois-ci. «Kylian allait rentrer juste avant que l'on encaisse le but du 3-2, il restait 15-20 minutes, on voulait qu'il apporte du déséquilibre en se démarquant entre les lignes ou dans l'espace, c'était le plan que nous avions avant le match», a déclaré Xabi Alonso, assurant que son équipe devait «tirer le positif» malgré une défaite «douloureuse». «Nous ne sommes pas contents du résultat, c'est clair, mais la saison est encore longue. On doit renverser la situation le plus tôt possible. L'équipe a lutté

jusqu'au bout, nous avons eu deux occasions d'aller aux tirs au but, mais nous avons manqué d'efficacité», a-t-il estimé.

Spectacle assuré

Sans son buteur providentiel, auteur de 29 buts en 24 rencontres depuis le début de saison, l'entraîneur merengue avait maintenu sa confiance en Gonzalo Garcia, le jeune attaquant formé au club, dans un système inédit en 5-2-3, avec Aurélien Tchouaméni comme troisième défenseur central. Cette approche a mécaniquement laissé beaucoup de contrôle aux Catalans, mais elle a permis au Real de résister pendant plus d'une demi-heure, tout en se procurant deux belles occasions, pas transformées par Vinicius (14<sup>e</sup>) et Gonzalo Garcia (33<sup>e</sup>), trop tendres pour tromper le gardien barcelonais Joan Garcia. Largement dominateur, mais sans parvenir à créer du danger, le Barça est resté patient, et le Brésilien Raphinha a poussé le gardien belge Thibaut Courtois à effectuer un premier arrêt (27<sup>e</sup>). L'ancien Rennais, parfaitement lancé par le prodige Lamine Yamal, a ensuite complètement raté sa reprise du gauche (35<sup>e</sup>), avant de se rattraper quelques secondes plus tard d'un tir rasant pour ouvrir le score (36<sup>e</sup>, 1-0). Dos au mur, Xabi Alonso a bien appelé ses joueurs au calme, mais les vagues n'ont fait que déferler



sur la cage de Courtois, encore décisif face à Fermin Lopez (40<sup>e</sup>) et Yamal (41<sup>e</sup>) pour maintenir les siens en vie. Le match a ensuite basculé dans la folie, avec trois buts inscrits dans le temps additionnel. Lancé sur le côté gauche, Vinicius Junior a humilié Jules Koundé et trompé Joan Garcia (45<sup>e</sup>+2, 1-1) pour égaliser... mais seulement l'espace de deux minutes, avant que Robert Lewandowski ne redonne l'avantage au Barça d'un ballon piqué du droit (45<sup>e</sup>+4, 2-1). Le jeune Gonzalo Garcia, opportuniste sur un corner après une tête de Dean Huijsen déviée sur le poteau par Raphinha, a ramené le Real à hauteur en extremis juste avant la mi-temps (45<sup>e</sup>+6, 2-2). La tension est montée d'un cran en deuxième période, mais les acteurs principaux sont restés les mêmes : Joan Garcia (51<sup>e</sup>, 56<sup>e</sup>, 63<sup>e</sup>) et Thibaut Courtois (71<sup>e</sup>) se sont illustrés dans leurs cages, et Raphinha, déjà auteur d'un doublé en demi-finale, a offert la victoire aux Blaugranas d'un tir en déséquilibre légèrement contré par Raul Asencio (73<sup>e</sup>, 3-2). Le retour de Mbappé, attendu en héros et entré en jeu à la 76<sup>e</sup> minute, a bien provoqué le carton rouge logique du capitaine Frenkie de Jong (90<sup>e</sup>), mais il n'a pas suffi au Real pour revenir.

COUPE DE FRANCE

Lyon éjecte Lille

Venu dans la capitale des Gaules pour se relancer et tenter de gagner sa place pour le Mondial 2026 après plusieurs mois au placard du côté du Real Madrid, Endrick a idéalement débuté son aventure lyonnaise. Percutant et explosif, le musculeux brésilien a montré toute l'étendue de son talent. Après plusieurs vaines tentatives, dont l'une a été déviée sur son poteau par Arnaud Bodart, le gardien lillois, Endrick a réussi à trouver l'ouverture de près juste avant la mi-temps grâce à une superbe passe de Tolisso en une touche pour donner définitivement l'avantage aux siens (42<sup>e</sup>). À la demi-heure de jeu, Nathan Ngoy avait

égalisé à bout portant pour le LOSC, qui était mené au score dès la première minute du match sur une bourde de Bodart qui a profité à Afonso Moreira. Lyon, 5<sup>e</sup> en Ligue 1 et sur une série de cinq victoires consécutives, toutes compétitions confondues, a ainsi démontré ses bonnes dispositions actuelles et peut voir loin avec son renfort offensif de poids. Les hommes de Bruno Gene-sio ont tenté de revenir en seconde période, à l'image de la barre transversale touchée par Tiago Santos sur une lourde frappe aux trente mètres (88<sup>e</sup>). Mais finalement, Lille n'est pas parvenu à s'acheter un peu de tranquillité, une semaine après avoir vécu une soirée à très haute tension face à Rennes en L1 (défaite 2-0).

ALLEMAGNE

Le Bayern écarte Wolfsburg

Pour son premier match en 2026, le Bayern a repris ses bonnes habitudes de la fin 2025, en corrigeant Wolfsburg 8 à 1 dimanche en clôture de la 16<sup>e</sup> journée de Bundesliga, un succès qui lui permet de s'envoler en tête. Les hommes de Vincent Kompany réalisent une phase aller quasiment parfaite avec 14 victoires pour deux matches nuls concédés – à Berlin contre l'Union et contre Mayence, à chaque fois 2-2. Avec 44 points, ils comptent désormais 11 points d'avance sur le Borussia Dortmund (33), tenu en échec sur la pelouse de l'Eintracht Francfort (3-3). Derrière Dortmund, Leipzig, Leverkusen et Stuttgart sont à égalité à 29 points. En cas de victoire mercredi (20 h

30) à Cologne, ils égaliseront la meilleure phase aller de l'histoire de la Bundesliga. Lors de la saison 2013-2014, les Muni-chois avaient pris 47 points (15 victoires, 2 matches nuls) pour le premier exercice de Pep Guardiola en Bavière. Mais la machine à marquer fonctionne à un régime inédit cette saison pour le Bayern, avec déjà 63 buts inscrits en 16 journées, bien au-dessus des 44 marqués il y a 12 ans par le «Rekordmeister» (détenteur du record de titres de champion) à ce stade de la saison.

Superbe lucarne de Kane

Dimanche, sur son aile gauche, le Co-

lombien Luis Diaz a encore une fois été omniprésent. C'est lui qui a été à l'origine de l'ouverture du score dès la 5<sup>e</sup> minute. Après avoir débordé, il a centré fort et le défenseur de Wolfsburg Kilian Fischer, sous pression de Michael Olise, a marqué contre son camp. À la demi-heure de jeu, et alors que Wolfsburg avait égalisé par Dzenan Pejcinovic, Diaz a parfaitement repris de la tête un centre d'Olise. Dans une Allianz Arena transformée en glaçon (-5 degrés au coup d'envoi), Olise a assuré le spectacle à la 50<sup>e</sup> minute. Parti de son aile droite, il s'est recentré en dribblant plusieurs joueurs de Wolfsburg, et a enroulé une frappe du pied gauche hors de portée du gardien de Wolfsburg. Trois

minutes plus tard, Kane a trouvé Olise sur une passe transversale somptueuse. L'international français a centré pour Diaz, qui y a poussé le défenseur Moritz Jenz à marquer contre son camp. En l'espace de quelques dizaines de secondes, Kane a ensuite délivré une passe décisive pour Raphaël Guerreiro (68<sup>e</sup>), avant d'aller nettoyer la lucarne de Wolfsburg (69<sup>e</sup>), pour signer son 20<sup>e</sup> but de la saison en Bundesliga, le 31<sup>e</sup> toutes compétitions confondues. Olise y est allé de son doublé à la 76<sup>e</sup> minute, son 11<sup>e</sup> but de la saison toutes compétitions confondues, pour 15 passes décisives. Et Leon Goretzka a conclu la démonstration à la 88<sup>e</sup> minute.



ARTS ET MÉMOIRE

# Un concours international invite les enfants à créer autour du livre

L'ambassade de la République tchèque ouvre les inscriptions à la 54<sup>e</sup> édition du concours « Lidice », une exposition internationale de beaux-arts pour enfants qui associe création artistique et devoir de mémoire, en hommage aux jeunes victimes de la guerre.



SAMY TERKI

Alger, l'ambassade de la République tchèque lance un appel aux jeunes artistes et à leurs enseignants pour participer à la 54<sup>e</sup> édition du Concours de l'Exposition internationale des beaux-arts pour enfants « Lidice 2026 ». Cette manifestation artistique, organisée chaque année, s'inscrit dans un travail de mémoire, elle commémore les enfants du village tchèque de Lidice, massacrés par les nazis en 1942, ainsi que l'ensemble des enfants victimes des guerres à travers le monde. Ouvert aux enfants âgés de 4 à 16 ans, le concours figure parmi les plus importants au niveau international dans le domaine de la création artistique enfantine. Chaque édition rassemble des milliers de participants issus de nombreux pays, offrant un panorama singulier de la sensibilité artistique des plus jeunes, au croisement de la mémoire, de l'imaginaire et de la transmission. Pour cette 54<sup>e</sup> édition, le thème retenu est « Livre ». Les organisateurs présentent l'ouvrage comme un objet à la fois symbolique et universel, un guide vers l'imaginaire, un réservoir de savoirs, mais aussi un support artistique à part entière, par ses formes, ses textures et ses modes d'expression. Les enfants sont ainsi invités à explorer librement ce thème, en donnant corps à leur vision personnelle

du livre et de ce qu'il représente. Les œuvres peuvent être réalisées selon différentes techniques artistiques : dessin, peinture, gravure, photographie, mais aussi film ou animation, pour une durée maximale de trois minutes dans ces deux dernières catégories. L'ensemble des créations sera soumis à un jury international, qui procédera à une évaluation en deux tours. Les travaux primés feront l'objet d'une exposition annuelle à la galerie Lidice à partir de juin 2025, avant d'être archivés dans les collections de l'institution. D'autres expositions, de plus petite envergure, seront ensuite organisées en République tchèque et à l'étranger, prolongeant la visibilité des œuvres et le message qu'elles portent. La participation est possible à titre individuel ou dans le cadre d'écoles et d'établissements artistiques. Les personnes en situation de handicap peuvent également concourir, sans limite d'âge. Chaque enfant est invité à donner un titre à son œuvre. Les créations doivent être réalisées sur papier de bonne qualité, au format A4 ou A3 maximum, sans cadre ni support. L'usage d'un fixateur est recommandé pour les œuvres réalisées avec des peintures susceptibles de s'altérer. Le respect strict des conditions de participation est exigé. Toute œuvre ne répondant pas aux critères techniques ou administratifs peut être refusée. Seules

les créations en lien direct avec le thème de l'année seront examinées par le jury. Les œuvres de dimensions excessives, montées ou insuffisamment étiquetées sont susceptibles d'être exclues. Une présélection pourra être opérée au niveau de l'ambassade avant l'envoi des travaux vers la République tchèque, afin de constituer une collection conforme aux standards de qualité du concours. Chaque œuvre doit comporter une étiquette clairement lisible, rédigée en alphabet latin, de préférence sur ordinateur, et fixée au dos de la création. Cette étiquette doit mentionner le nom, le prénom et l'âge de l'enfant, ainsi que le nom, l'adresse complète et l'adresse électronique de l'école, de l'organisation ou d'un parent ou enseignant souhaitant être informé des résultats. La date limite de dépôt ou d'envoi des œuvres est fixée au 29 janvier 2026. Les créations doivent être adressées à l'ambassade de la République tchèque à Alger, située au 3, chemin du Ziriyab, à Télémy. À travers cette initiative, l'ambassade rappelle que la création artistique peut être, dès l'enfance, un vecteur de mémoire et de dialogue. En invitant les jeunes à créer autour du livre, le concours « Lidice » entend conjuguer hommage aux victimes de la guerre et promotion des valeurs de paix, de culture et d'échange entre les peuples.

PATRIMOINE

## La Radio nationale célèbre Yennayer en musique et en traditions

À l'occasion de Yennayer, la chaîne II de la Radio nationale algérienne a organisé, dimanche, une soirée artistique d'envergure au siège de l'institution à Alger. Accueilli dans la salle Lamine-Bechichi, l'événement a réuni un public nombreux, composé en grande partie de familles, autour d'un programme mêlant musique, traditions et mise en valeur du patrimoine culturel national. La soirée s'est déroulée en présence du directeur général de la Radio algérienne, Adel Salakdji, ainsi que de plusieurs cadres de l'établissement. Placée sous le slogan « Notre patrimoine, une empreinte dans le registre de l'humanité », elle s'inscrivait dans le cadre du programme culturel de la chaîne II, qui fait de la promotion du patrimoine l'un de ses axes majeurs. « Chaque année, la Radio algérienne célèbre Yennayer, une fête et un patrimoine qui unissent tous les Algériens », a rappelé le directeur de la chaîne, Madjid Ferhati, soulignant la dimension fédératrice de cette célébration. Moment central de la soirée, la prestation du chanteur Rabah Asma a rapidement installé une atmosphère festive. Accompagné d'un orchestre, l'artiste a revisité plusieurs titres qui ont marqué sa carrière, parmi lesquels Arġu Arġu, Dac uđ d yiwen, Acuyar d lehbib ou encore El Dzair. Portées par des rythmes tantôt entraînants, tantôt plus mélancoliques, ses chansons ont été reprises en chœur par un public manifestement conquis.

Rabah Asma a également rendu hommage au patrimoine musical algérien et universel en interprétant des chansons emblématiques réarrangées à sa manière, tout en respectant l'esprit original des œuvres. Algérie mon beau pays de Slimane Azem ou Slaevist a yavaħri de Lounès Matoub ont suscité une vive émotion et une forte adhésion de la salle.

Plusieurs séquences à caractère pédagogique ont ponctué le programme, notamment la projection d'un film documentaire consacré aux sites et éléments du patrimoine culturel algérien, matériel et immatériel, inscrits sur les listes de l'Unesco.

Le public a également découvert une prestation d'Achwiq, genre vocal traditionnel interprété par une troupe féminine. Ancré dans le « patrimoine kabyle », ce chant a été présenté avec sobriété et fidélité à ses formes originelles. Cette « performance » a été suivie d'un défilé de costumes traditionnels représentant « différentes régions du pays ».

La soirée a mis en lumière le rôle de la Radio nationale en tant qu'acteur culturel central, engagé dans la valorisation et la transmission du « patrimoine ».

Les célébrations de Yennayer se sont poursuivies le lendemain au Nadi Aïssa-Messaoudi, dans une ambiance tout aussi conviviale. Des expositions consacrées aux costumes traditionnels et à la gastronomie ont été proposées, tandis que les rythmes du tambour attiraient de nombreux visiteurs. Des conférences ont également permis d'aborder l'histoire et la symbolique de Yennayer, prolongeant ainsi ce temps de fête par une « réflexion » sur ses racines et sa portée culturelle.

## À ILLIZI, LA FEMME TARGUIE AU CŒUR DES CÉLÉBRATIONS DE YENNAYER

À l'occasion de Yennayer, la wilaya d'Illizi accueille, du 12 au 14 janvier, la deuxième édition du Salon régional de la femme targuie. L'événement, organisé à la Maison de la culture Othmane-Bali, s'inscrit dans les célébrations du Nouvel An amazigh et met en lumière une figure centrale de la société saharienne, la femme targuie, à la fois gardienne des traditions, actrice de la cohésion sociale et dépositaire d'un patrimoine ancestral. Placée sous le thème « Femme targuie... reine des sables et voix du Sahara », la manifestation entend souligner le rôle singulier que jouent les femmes touarègues dans la transmission de l'identité culturelle du Sahara algérien. À travers elles se perpé-

tuent des savoir-faire, des pratiques sociales et des expressions artistiques qui structurent la vie communautaire et façonnent la mémoire collective de la région. Le Salon se veut avant tout un espace de visibilité et de reconnaissance. Des expositions sont consacrées aux différentes facettes du patrimoine culturel, matériel et immatériel, portées par les femmes, artisanat traditionnel, objets du quotidien, parures, textiles et expressions liées aux coutumes et usages anciens. Ces présentations donnent à voir un héritage vivant, transmis de génération en génération, et encore largement porté par les femmes dans les sociétés sahariennes. Des concours culturels viennent compléter le programme, avec pour objectif d'encourager la créativité féminine et de valoriser les productions artisanales et artistiques. Les meilleures réalisations seront

récompensées, dans une démarche visant à stimuler l'innovation tout en restant fidèle aux formes et aux codes hérités du passé. Pour les organisateurs, il s'agit de concilier transmission et renouvellement, en offrant aux femmes un cadre propice à l'expression de leur talent. Selon le directeur de la Maison de la culture Othmane-Bali, cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large de promotion du patrimoine national et de reconnaissance du rôle des femmes dans le développement socioculturel, en particulier dans les régions du sud du pays. À Illizi, le Salon régional de la femme targuie se veut ainsi à la fois un temps de célébration, un lieu de réflexion et un acte de reconnaissance envers celles qui, discrètement mais durablement, veillent sur l'identité saharienne.



# Trait d'esprit

“ Le succès n’est pas final. L’échec n’est pas fatal. C’est le courage de continuer qui compte ”

Winston Churchill

## Le club de cyclisme MC Alger-Sonatrach rejoint les équipes continentales de l’UCI

Le club de cyclisme MC Alger-Sonatrach a été officiellement inscrit comme équipe continentale par l’Union cycliste internationale (UCI), indique à l’APS la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). Il devient ainsi le deuxième club algérien, après la formation « Madar Pro Team », à figurer dans la liste des équipes continentales africaines de l’UCI. « Cette qualification permettra aux clubs algériens de participer aux compétitions internationales et de représenter dignement les couleurs nationales », a souligné la même source. Les équipes continentales de cyclisme sont le troisième échelon des formations professionnelles, après les équipes ProTeams (deuxième division) et WorldTour (première division). Leur rôle est de former de jeunes coureurs et de leur permettre d’acquérir de l’expérience sur des courses de niveau international, ainsi que de participer aux circuits continentaux (Europe Tour, Asia Tour, etc., Africa Tour, etc.) sous l’égide de l’UCI.

### LA SOMALIE ROMPT TOUS LES ACCORDS CONCLUS AVEC LES ÉMIRATS ARABES UNIS



La Somalie a annoncé hier l’annulation de tous les accords conclus avec les Émirats arabes unis, accusant ces derniers de mener des actions jugées hostiles et portant atteinte à sa souveraineté nationale. Selon un communiqué transmis à l’AFP, le Conseil des ministres a pris cette décision après une analyse approfondie des récents événements et en vertu de son autorité constitutionnelle. Par ailleurs, de nombreux experts estiment que les Émirats jouent un rôle clé dans la récente reconnaissance par Israël de la république autoproclamée du Somaliland, un territoire dont Mogadiscio revendique toujours la souveraineté.

## Israël ferme ses frontières à ceux qui le critiquent



L’historien français Vincent Lemire, connu pour ses critiques des opérations israéliennes dans la bande de Gaza, a été interdit d’entrée en Israël, où il était censé participer à une série de séminaires et rencontres universitaires, selon l’Agence France-Presse (AFP). Professeur d’histoire à l’université Paris-Est Gustave-Eiffel et spécialiste du conflit israélo-palestinien, Vincent Lemire a dirigé le centre de recherche français à Jérusalem de 2019 à août 2023. Au fil des années, il a dénoncé à plusieurs reprises la situation humanitaire critique des populations et des otages israéliens à Gaza, allant jusqu’à réclamer des sanctions contre Israël. Prévu pour s’envoler le dimanche précédent à destination de Tel-Aviv, il a reçu un message le 7 janvier de l’autorité de l’état civil et de l’immigration lui annonçant son interdiction d’entrée en Israël, sans qu’aucune justification ne soit fournie.

## EMINAUTO SORT SON PREMIER CAMION

Le complexe industriel d’EminAuto, issu d’un partenariat stratégique avec le constructeur chinois JAC, a inauguré cette semaine la production de son tout premier véhicule utilitaire assemblé localement : le JAC 1040 S. C’est ce qu’a annoncé le groupe sur sa page Facebook. Le début de la production de véhicules dans les lignes d’assemblage de ce complexe industriel marque un tournant décisif pour l’industrie automobile en Algérie. Le JAC 1040 S, déjà bien connu sur le marché national, se distingue par ses performances remarquables. Équipé d’un moteur diesel de 2,8 litres, il allie puissance et efficacité. Il se distingue également par son accessibilité, puisqu’il peut être conduit avec un permis de conduire pour véhicules légers (permis B), et par sa grande capacité de chargement, qui atteint entre 5 et 8 tonnes selon le modèle.



## SIXIÈME ÉDITION DU PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LA LITTÉRATURE ET LA LANGUE AMAZIGHES

## Les lauréats honorés à Béni Abbès

Cette cérémonie, tenue sous le haut patronage du président Tebboune, a mis à l’honneur des talents issus de plusieurs wilayas, récompensant des œuvres en amazigh, des recherches sur le patrimoine immatériel, des travaux linguistiques et des innovations technologiques.

Les lauréats de la sixième édition du Prix du Président de la République pour la littérature et la langue amazighes ont été honorés hier à Béni Abbès lors d’une cérémonie organisée à l’occasion des festivités nationales et officielles du Nouvel An amazigh (Yennayer 2976). Cet événement était coordonné par le Haut-Commissariat à l’amazighité, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. La remise des prix s’est déroulée sous la direction du secrétaire général du Haut-Commissariat à l’amazighité, Si El Hachemi Assad, en présence de conseillers de la Présidence, de Meriem Cherfi, déléguée nationale à la protection de l’enfance, ainsi que des autorités locales, parlementaires et invités provenant de diverses régions du pays. Le jury, dirigé par Aïssani Djamil, a dévoilé les résultats pour le Prix du Président de la République dans le domaine de la littérature et de la langue amazighes. Le premier prix dans la catégorie littérature écrite en langue amazighe ou traduite vers cette langue a été attribué à Lisa Serrik, issue de la wilaya de Tizi Ouzou. Le deuxième prix a été remporté par Aïcha Mâalem de Batna, tandis que Faïza Remili, de Béjaïa, s’est vue accorder la troisième place. Dans la catégorie des recherches sur le patrimoine immatériel amazigh, Karima Ouchache, de Batna, a décroché la première récompense, suivie de Khaled Fer-



touna d’Ouargla, qui a obtenu le deuxième prix. Abdelkader Ben Tayeb, originaire de Béni Abbès, a reçu le premier prix dans la catégorie linguistique. En ce qui concerne les sciences technologiques et la numérisation, Toufik Djerroud, de Béjaïa, s’est distingué en remportant le premier prix. Pour cette sixième édition, le jury avait évalué un total de 103 œuvres réparties sur les quatre catégo-

ries définies. Lors de son discours prononcé à l’occasion, Si El Hachemi Assad a mis en lumière le rôle crucial du prix dans la valorisation de la littérature et des avancées numériques en langue amazighe. Il a également rappelé que la diversité culturelle arabe et amazighe en Algérie constitue un vecteur d’unité sociale qui renforce l’esprit national au sein d’un État solide et harmonieux. ■

## La Sûreté de Sidi Bel-Abbès démantèle un réseau criminel organisé

Les services de la Sûreté de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, représentés par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers, ont démantelé un groupe criminel transfrontalier organisé, impliqué dans le blanchiment d’argent provenant du trafic illicite de stupéfiants. L’opération a permis de saisir et de récupérer des biens et des produits criminels dont la valeur globale est estimée à plus de 6,6 milliards de centimes, a indiqué dimanche soir un communiqué de la DGSN. Selon la même source, cette opération s’inscrit dans le cadre des efforts continus de lutte contre la criminalité organisée, notamment pour assécher les sources de financement des réseaux criminels. Elle constitue le prolongement

d’une enquête antérieure menée par les services opérationnels de la Sûreté de wilaya, qui avait permis de déjouer une tentative de passage d’une importante cargaison de drogue et d’arrêter ses principaux auteurs. Dans le cadre de la poursuite de l’enquête, les enquêteurs ont suivi la piste financière du réseau criminel en exploitant des preuves numériques et techniques. Cette enquête a mené à l’arrestation de trois membres de l’organisation criminelle qui cherchaient à donner une apparence de légalité aux revenus financiers issus du trafic de drogue en les injectant dans des transactions commerciales et l’exportation de marchandises, à l’aide de factures et de déclarations bancaires mensongères. Ces agissements ont causé de lourds

préjudices matériels au Trésor public, estimés à environ deux millions d’euros. Menée sous la supervision du parquet compétent, l’opération a permis de saisir et de récupérer une somme en devises étrangères estimée à 88 800 euros, une somme en monnaie nationale dépassant 500 millions de centimes, des bijoux en métal jaune (or) d’un poids avoisinant 1 kg, estimés à environ 2,8 milliards de centimes, ainsi que deux véhicules de tourisme et une motocyclette. À l’issue des procédures, les suspects ont été présentés au procureur de la République du tribunal de Sidi Bel-Abbès pour blanchiment d’argent en bande organisée et infraction à la législation et à la réglementation relatives aux changes. ■